



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Communauté de Communes du Rhône aux Gorges de
l'Ardèche

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
 ENGAGEMENT	Identifier rapidement nos engagements clés
 FOCUS	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
 RESPONSABILITÉ	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Gestion du document	Auteur	Date
Validation	Philippe FOREY	V2_02 juin 2021

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2020

Madame la Présidente,

Je suis heureux de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** pour l'année 2020. Vous y retrouverez l'ensemble des informations techniques, économiques et environnementales relatives à la gestion de votre service d'eau.

Cette année 2020, si particulière, a mis à rude épreuve nos liens sociaux comme nos modèles économiques. Au plus fort de la crise de la Covid-19, nos équipes ont été mobilisées 24h/24 pour assurer la performance des services essentiels que nous fournissons à vos administrés. Du national au local, des cellules de pilotage de la crise ont été mises en place pour assurer le plan de continuité des activités. Cette crise a confirmé notre réactivité, notre ancrage territorial et la proximité avec vous, clients, ainsi qu'avec les usagers du service, citoyens-consommateurs. A ce propos, 93% des Français*, interrogés à l'issue du premier confinement, estiment que les professionnels de l'eau ont joué un rôle essentiel en assurant la continuité du service.

Cette crise a aussi été un puissant accélérateur dans la prise de conscience des impératifs écologiques et de leurs conséquences sur nos sociétés. Chez Veolia, nous sommes plus que jamais convaincus du caractère essentiel de nos métiers : pour garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous ; pour lutter contre le réchauffement climatique et pour accompagner nos clients, collectivités et industriels, à s'y adapter ; pour contribuer, à long-terme, en tant que partenaire durable du service public, à la résilience et à l'attractivité des territoires. Nous sommes pleinement engagés dans la transformation écologique afin d'offrir aux collectivités des solutions innovantes pour faire face aux défis à venir.

Aujourd'hui, grâce à notre nouveau projet stratégique Impact Eau France, nous sommes prêts à faire de l'Eau un accélérateur de cette transformation écologique à la fois verte et inclusive. Nous prenons notamment 5 engagements climat à horizon 2023, sur l'empreinte carbone, le prélèvement de la ressource en eau, la biodiversité, la formation des salariés et l'accompagnement des consommateurs.

L'eau, à la fois « marqueur » du changement climatique et bien essentiel du quotidien, doit répondre à des attentes et des usages toujours plus nombreux : sécurité et qualité de l'eau distribuée, lutte contre les îlots de chaleur, réutilisation des eaux usées, gestion des nouveaux polluants... – sans compter l'attente légitime, de la part du consommateur, d'une expérience client innovante et agile, mais aussi inclusive et solidaire.

Les femmes et les hommes de l'activité Eau France de Veolia, représentés par notre Directeur/Directrice de Territoire, sont à vos côtés pour vous permettre de répondre à ces défis et d'anticiper ceux à venir. Soyez certain de leur engagement pour construire avec vous, pour votre territoire et ses habitants, les solutions durables les plus adaptées à votre service d'eau.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems,
Directeur Général, Eau France

**Selon le baromètre C.I.Eau / Kantar « Les Français et l'eau », 2020.*

PRESENTATION Eau France

Au cours des quatre dernières années, « Osons 20/20 ! », notre précédent projet stratégique, a permis de redonner des bases solides à l'Eau France pour accompagner nos clients.

Au cœur de cette transformation se trouve **l'écoute** de toutes nos parties prenantes :

- ✓ de nos clients collectivités, avec de nouveaux « Contrats de Service Public » sur-mesure et flexibles, où notre rémunération est basée sur une performance que nous définissons ensemble, avec nos modules digitaux d'hypervision qui recueillent et analysent en temps réel et en toute transparence les informations du terrain, pour rendre le service de l'eau plus efficace pour tous,
- ✓ des citoyens-consommateurs, avec un principe de «Relation Attentionnée» qui nous invite à prendre en compte leur satisfaction et leurs réclamations, pour améliorer toujours davantage le service, mieux anticiper leurs besoins, développer de nouveaux services et leur donner les moyens de s'informer et d'agir sur leur consommation d'eau, leur "empreinte eau",
- ✓ des territoires et des industriels, en apportant des solutions locales et partenariales qui répondent à leurs enjeux spécifiques,
- ✓ de nos salariés, en donnant à chacun les moyens de travailler en sécurité, de se former, de s'engager et de grandir dans l'entreprise, avec plus de responsabilités confiées à ceux qui agissent sur le terrain, directement à vos côtés,

Aujourd'hui, plus solide, que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec « **Impact Eau France** » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique et ainsi être "créateurs d'utilité".

- ✓ par une transformation verte : en élargissant nos offres sur l'eau potable et l'assainissement à l'ensemble du cycle de l'eau et du climat.
- ✓ par une **transformation inclusive au sens large** : en embarquant et en accompagnant dans cette transformation écologique l'ensemble de nos parties prenantes, en nous appuyant sur leurs différences, en co-construisant les solutions et en partageant les enjeux, les responsabilités et les résultats.

Veolia est le leader et LA référence du cycle de l'eau en France, pour le compte des collectivités publiques et des industriels.

Nos équipes maîtrisent le traitement et le suivi de la qualité de l'eau à toutes les étapes de son cycle, depuis le prélèvement dans la ressource naturelle jusqu'au rejet dans le milieu. Au-delà de notre expertise, nous innovons au quotidien pour rendre nos services, procédés de traitements et installations toujours plus performantes, au service d'une eau et d'un assainissement de qualité.

24,9 millions de personnes desservies en eau potable
2051 usines de dépollution des eaux usées gérées
6,9 millions de clients abonnés
14,8 millions d'habitants raccordés en assainissement
1,6 milliard de m3 d'eau potable distribués
1,2 milliard de m3 d'eaux usées collectées et dépolluées
2172 usines de production d'eau potable gérées

Contribuer au progrès humain, une raison d'être qui résonne dans l'opinion

La raison d'être de Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. C'est dans cette perspective que Veolia se donne pour mission de "Ressourcer le monde", en exerçant son métier de services à l'environnement.

Veolia s'engage sur une performance plurielle. Nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

Sommaire

1.	L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE.....	8
1.1	Un dispositif à votre service.....	9
1.2	Présentation du contrat.....	12
1.3	Les chiffres clés.....	13
1.4	L'essentiel de l'année 2020.....	14
1.5	Les indicateurs réglementaires 2020.....	26
1.6	Autres chiffres clés de l'année 2020.....	27
1.7	Le prix du service public de l'eau.....	29
2.	LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION	30
2.1	Les consommateurs abonnés du service	31
2.2	La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous.....	32
2.3	Données économiques.....	34
3.	LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....	36
3.1	L'inventaire des installations.....	37
3.2	L'inventaire des réseaux.....	39
3.3	Les indicateurs de suivi du patrimoine	42
3.4	Gestion du patrimoine.....	44
4.	LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	51
4.1	La qualité de l'eau	52
4.2	La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau	56
4.3	La maintenance du patrimoine	62
4.4	L'efficacité environnementale	68
5.	RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	70
5.1	Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE).....	71
5.2	Situation des biens.....	74
5.3	Les investissements et le renouvellement	75
5.4	Les engagements à incidence financière	79
6.	ANNEXES.....	82
6.1	La facture 120 m ³	83
6.2	Les données consommateurs par commune	92
6.3	La qualité de l'eau	93
6.4	Le bilan énergétique du patrimoine	127
6.5	Annexes financières.....	129
6.6	Reconnaissance et certification de service	139

6.7	<i>Actualité réglementaire 2020.....</i>	142
6.8	<i>Glossaire</i>	147
6.9	<i>Attestations d'assurances.....</i>	153

1.

L'ESSENTIEL DE
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'eau. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la production et à la distribution, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.)

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Bureau de Bourg Saint Andéol
ZI Les Mûres
Route de Saint Montan
07700 BOURG SAINT ANDEOL



TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

**Contactez-nous
comme vous le souhaitez**

pour l'ensemble de vos démarches : consultation et paiement de votre facture, relevé d'index, déménagement, changement de coordonnées...

**Appli "Veolia et moi"**
Android ou Apple 24h/24 et 7J/7



**www.eau.veolia.fr**
24h/24 et 7J/7

**0 969 323 458***
du lundi au vendredi de 8H à 19H / samedi de 9H à 12H**
*Appel non surtaxé - **24/7 pour les urgences techniques

**Veolia Eau - TSA 50119 - 37911 Tours Cedex 9**

**Le +**
Des services de retranscription pour les personnes
en situation de handicap visuel ou auditif





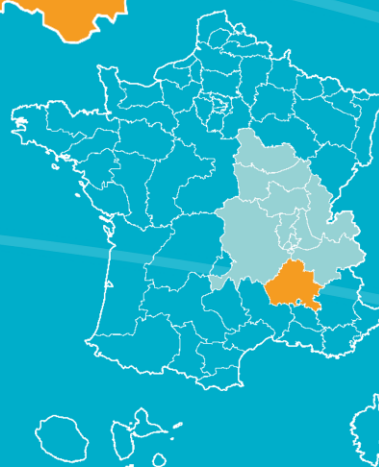
Territoire Drôme Ardèche



OS  NS 20/20 !

VALEURS

- SOLIDARITÉ
- RESPONSABILITÉ
- INNOVATION
- SENS DU CLIENT
- RESPECT



CHIFFRES CLÉS



109
contrats
collectivités
et industriels



110 939
abonnés
desservis
en eau potable



144
agents
à votre service



46
installations
de production
d'eau potable



57
usines
de dépollution

NOTRE ÉQUIPE AU SERVICE DU TERRITOIRE

MANAGERS DE SERVICE LOCAL



PHILIPPE FOREY
Directeur de Territoire
philippe.forey@veolia.com
06 14 08 59 45

163 rue de la Forêt - BP 14
26901 Valence Cedex 9



NICOLAS ECHINARD
Drôme Provençale
nicalas.echinard@veolia.com
06 10 94 00 46



GAËL BROSSETTE
Nord Drôme-Ardèche
gaël.brossette@veolia.com
07 78 11 11 95



HENRI-JACQUES MINE
Industrie Nucléaire
henri-jacques.mine@veolia.com
06 12 14 11 45



CHRISTOPHE BEDOUAIN
Drôme Centre
françois.breysse@veolia.com
06 23 33 12 72



MAËLLE LIMOUZIN
Directrice
du Développement
maëlle.limouzin@veolia.com
06 13 36 89 14



OLIVIER ROUCHIER
Directeur
des Opérations
olivier.rouchier@veolia.com
06 22 44 86 76



PHILIPPE FORTUNE
Ardèche Méridionale
philippe.fortune@veolia.com
06 13 02 09 81



OLIVIER BRIERE
Ardèche Centre
olivier.briere@veolia.com
07 78 51 24 88



BORIS LAMBERT
Responsable
Consommateurs
boris.lambert@veolia.com
06 12 97 55 06



NICOLAS CHAMPOUSSIN
Assainissement Valence Romans
nicolas.champoussin@veolia.com
06 15 16 65 08

Contact consommateurs

09 69 32 34 58
eau.veolia.fr

Territoire Drôme Ardèche

163 rue de la Forêt - BP 14
26901 Valence Cedex 9
04 56 59 39 12

Siège de la Région Centre-Est

2-4 avenue des Canuts
69120 VAULX-EN-VELIN
04 26 20 61 00

www.veolia.fr
www.veolia.com
www.fondation.veolia.com

1.2 Présentation du contrat

Données clés

✓ Déléataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✓ Périmètre du service	BIDON, BOURG SAINT ANDEOL, GRAS, LARNAS, SAINT JUST, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MARTIN D'ARDECHE, SAINT MONTAN, VIVIERS
✓ Numéro du contrat	J6310
✓ Nature du contrat	Concession
✓ Date de début du contrat	01/01/2018
✓ Date de fin du contrat	31/12/2029
✓ Les engagements vis-à-vis des tiers	

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
vente	SAINT REMEZE	Vente d'eau à la Commune de Saint-Remèze
vente	SI EAUX DU FAY	Convention de vente d'eau au SIE du FAY

1.3 Les chiffres clés

Communauté de Communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche

Chiffres clés



19 300

Nombre d'habitants desservis



9 907

Nombre d'abonnés
(clients)



7

Nombre d'installations de
production



22

Nombre de réservoirs



448

Longueur de réseau
(km)



374

Longueur de canalisation de
distribution (hors branchement)
(km)



77,6

Rendement de réseau (%)



157

Consommation moyenne (l/hab/j)



100,0

Taux de conformité
microbiologique (%)

1.4 L'essentiel de l'année 2020

1.4.1 Principaux faits marquants de l'année

Crise sanitaire :

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire de la COVID 19. Suite aux mesures de confinement décidées par le gouvernement pour faire face à la pandémie de COVID 19, l'activité du service a aussi été impactée, néanmoins les services de base aux abonnés ont été assurés.

Management de la Sécurité :

Depuis de nombreuses années, Veolia a fait de la sécurité au travail un objectif essentiel. Au 31 décembre 2020, l'équipe Veolia Eau Portes de Provence en charge du contrat de la Communauté de Communes DRAGA compte **1017 jours de travail sans accident** avec arrêt ou sans arrêt. Ce résultat très satisfaisant est le fruit d'une politique managériale, d'une prise de conscience des équipes et d'une collaboration active et partagée avec la collectivité.

Chlorure de Vinyle Monomère

Le 29 avril 2020 est parue l'Instruction no DGS/EA4/2020/67 modifiant l'Instruction no DGS/EA4/2012/366 du 18 octobre 2012 relative au chlorure de vinyle monomère dans l'eau destinée à la consommation humaine.

Cette instruction de la DGS précise la responsabilité du PRPDE dans le cadre de la gestion de la problématique CVM.

Ainsi un plan d'action doit être élaboré afin de garantir la maîtrise des CVM dans les meilleurs délais.

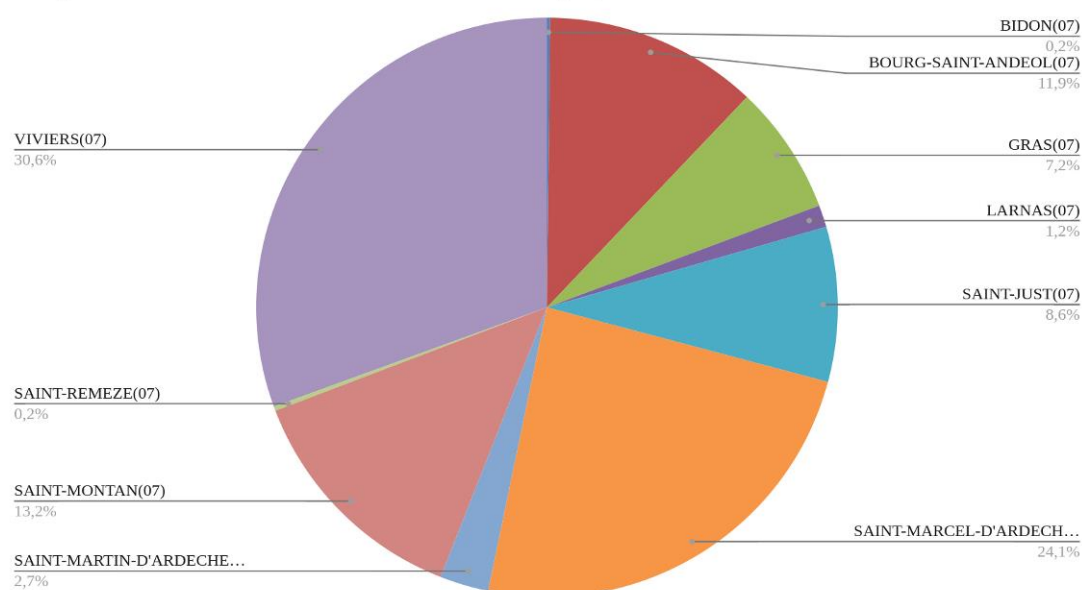


Situations de la Communauté de Communes DRAGA :

Le réseau d'eau potable de la Communauté de Communes est constitué de **94 Kilomètres** de PVC posés avant 1980, **soit 25 % de la longueur du réseau**. Le tableau ci-dessous donne l'échantillonnage par commune.

<i>Communes</i>	Longueur des canalisations PVC antérieur à 1980 (ml)
BIDON(07)	159,25
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	11214,26
GRAS(07)	6799,85
LARNAS(07)	1157,11
SAINT-JUST(07)	8137,24
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	22712,4
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	2558,8
SAINT-MONTAN(07)	12465,65
VIVIERS(07)	28805,48
Total général	94242,82

Longueur des canalisations PVC antérieur à 1980 (ml)



Un Plan d'action devra être établi durant l'année 2021 :

- Étude approfondie pour déterminer les canalisations présentant des temps de séjour long,
- Prélèvement et analyse des CVM sur les secteurs ciblés,
- Mise en place de solutions palliatives en fonction des résultats obtenus,
- Mise en place d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations ciblées.

Lancement des travaux de raccordement de la ressource de l'Ilette

La Communauté de Communes DRAGA a lancé les travaux de raccordement de la nouvelle ressource de l'Ilette.

Ce forage présente la caractéristique d'être de type artésien à + 12 m de colonne d'eau, ce qui a nécessité la mise en œuvre d'une régulation de la pression de refoulement,

Cette ressource est ensuite dirigée vers le site du Fraou situé à 4 kilomètres afin d'y être mélangée avec les eaux du puits du Fraou.

Ce mélange est alors repris pour alimenter, d'une part, le réservoir de Saint Joseph à St Marcel d'Ardèche, et d'autre part, le captage de GERIGE afin d'y être une nouvelle fois mélangé avec les eaux du forage de GERIGE

Captage de Gogne

La ressource de GOGNE est très fragile. Elle présente une capacité de réalimentation très faible, ce qui a pour conséquence qu'à la moindre surconsommation liée à une fuite ou à un réel pic de consommation, la ressource prend du déficit que l'on ne peut plus équilibrer.

Cette situation se présente de plus en plus fréquemment durant l'été, ce qui nécessite le transport de cuves d'eau durant le mois de juillet et le mois d'Août.

Qualité de l'eau

Comme les années précédentes, les analyses réalisées par l'ARS révèlent une excellente qualité de l'eau distribuée : 100 % de conformité pour les paramètres physico-chimiques et pour les paramètres microbiologiques.

Performance du réseau de distribution d'eau

Pour l'année 2020, le rendement reste stable et s'établit à 77,6 %.

Tableau récapitulatif des rendements des deux secteurs de production

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Rendement Global CCDRAGA	-	-	-	75,36 %	77,9 %	77,6 %
Rendement VIVIERS	-	Source SAUR 78,7 % (IDM) 80,67 %	Source SAUR 79,9 % (IDM) 82,07 %	75,41%	85,4 %	81,8 %
Rendement CCDRAGA hors Viviers	74,8 %	75,8 %	76,1 %	75,12 %	76,3 %	76,6 %

1.4.2 Propositions d'amélioration

Ressource de GOGNE :

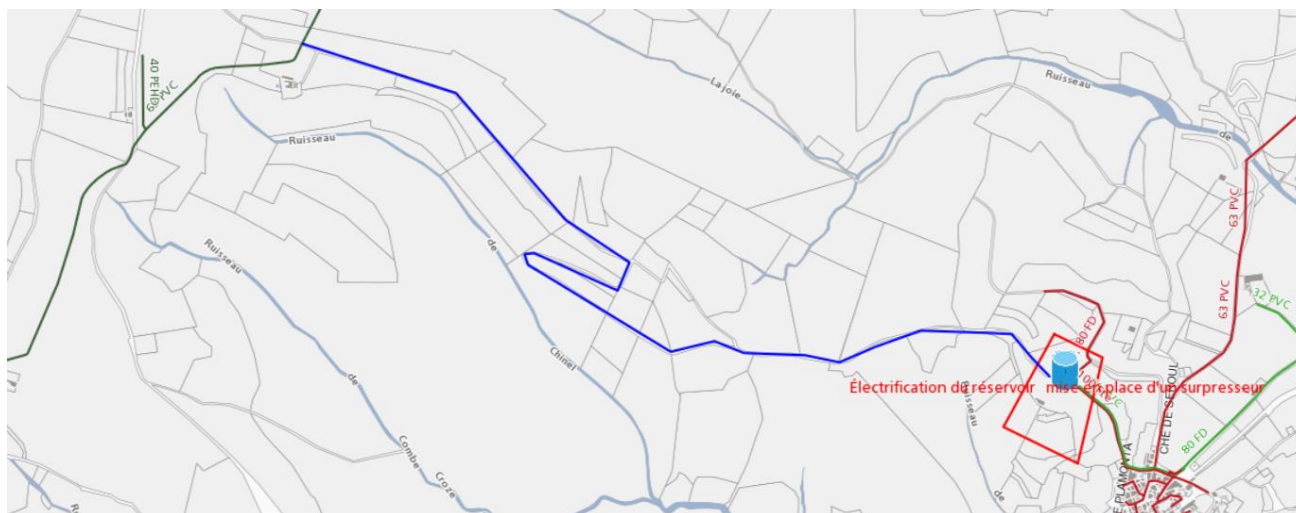
Deux solutions peuvent être mises en œuvre.

La première :

Radicale et efficace, est de ramener de l'eau depuis le réservoir de Gras. Cela nécessite de tirer 2 km de réseau de refoulement pour rejoindre la canalisation qui alimente les « Joies », d'électrifier le réservoir de Gras et de mettre en place un surpresseur.

Coût estimatif :

- Canalisation : 160 000 €
- Electrification du réservoir : 50 000 €
- Surpresseur + local : 50 000 €



La deuxième :

Consiste à créer une régulation du débit mis en distribution asservie sur la capacité de réalimentation du forage.

Le calcul de la capacité de réalimentation pourra se faire à l'arrêt de chaque pompage en corrélant le temps de retour du niveau de nappe et le volume pompé.

Si l'on pompe 10 m³ et que le temps de retour lors de l'arrêt de la pompe est d'une heure, la capacité de réalimentation du forage est de 10 m³/h.

Si le temps de retour est de 3 heures, la capacité de réalimentation est de 3 m³/h.

En régulant le débit de distribution à 75% de la capacité de réalimentation.

Nous pourrions ainsi assurer la disponibilité permanente de la ressource avec tout de même l'inconvénient de générer des chutes de pression en cas de demande importante.

Coûts estimatifs :

- Remplacement des surpresseurs 10 000 €
- Mise en place de l'automatisme 10 000 €
- Mise en place de débitmètre électromagnétique et capteur de pression 5 000 €

Chemins d'accès aux ouvrages :

Au fil du temps, certains chemins d'accès aux stations et aux réservoirs se sont fortement dégradés avec les précipitations ou par le passage fréquent de véhicules tout terrain comme les quads ou les 4 x 4. Il serait grandement bénéfique de prévoir leur rafraîchissement afin de pouvoir continuer à y accéder pour garantir leur bonne exploitation.

Ilotage :

Afin d'améliorer davantage le rendement, la mise en place de débitmètres d'ilotage supplémentaires est nécessaire.

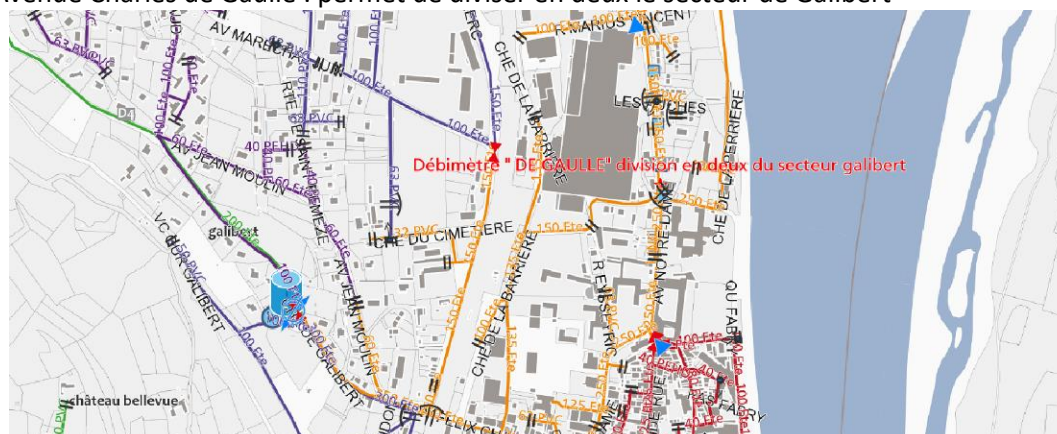
- **GERIGE**, compteur à l'arrivée du refoulement de la reprise du Fraou afin de pouvoir surveiller ce refoulement présentant de fortes pressions et qui assure la distribution à une cinquantaine d'abonnés.
- Secteur Rimourin : mise en place d'un débitmètre au carrefour du Mas de Gras. Cela permet également d'alimenter Bidon depuis la chaîne nord sans passer par St Remèze.



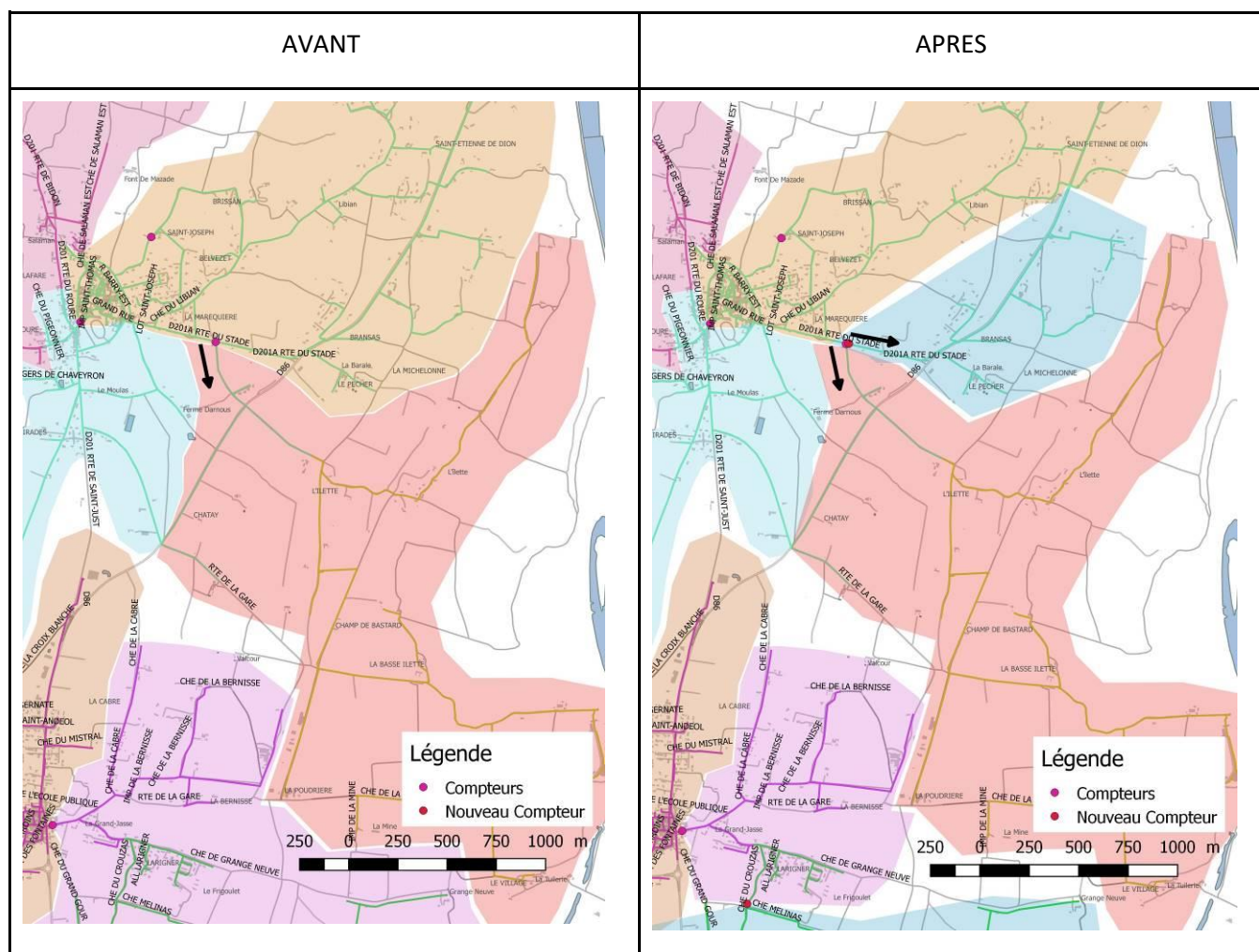
- Bidon Point Afrique : Permet de couper le secteur compris entre le Relais TV et la Bégude



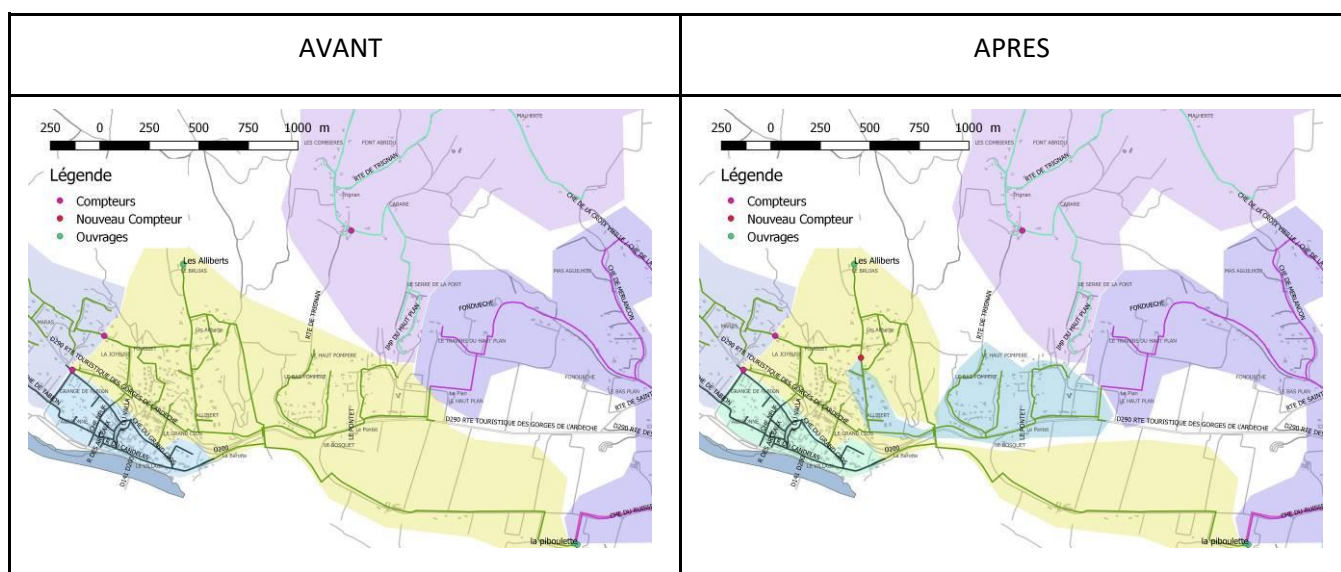
- Avenue Charles de Gaulle : permet de diviser en deux le secteur de Galibert



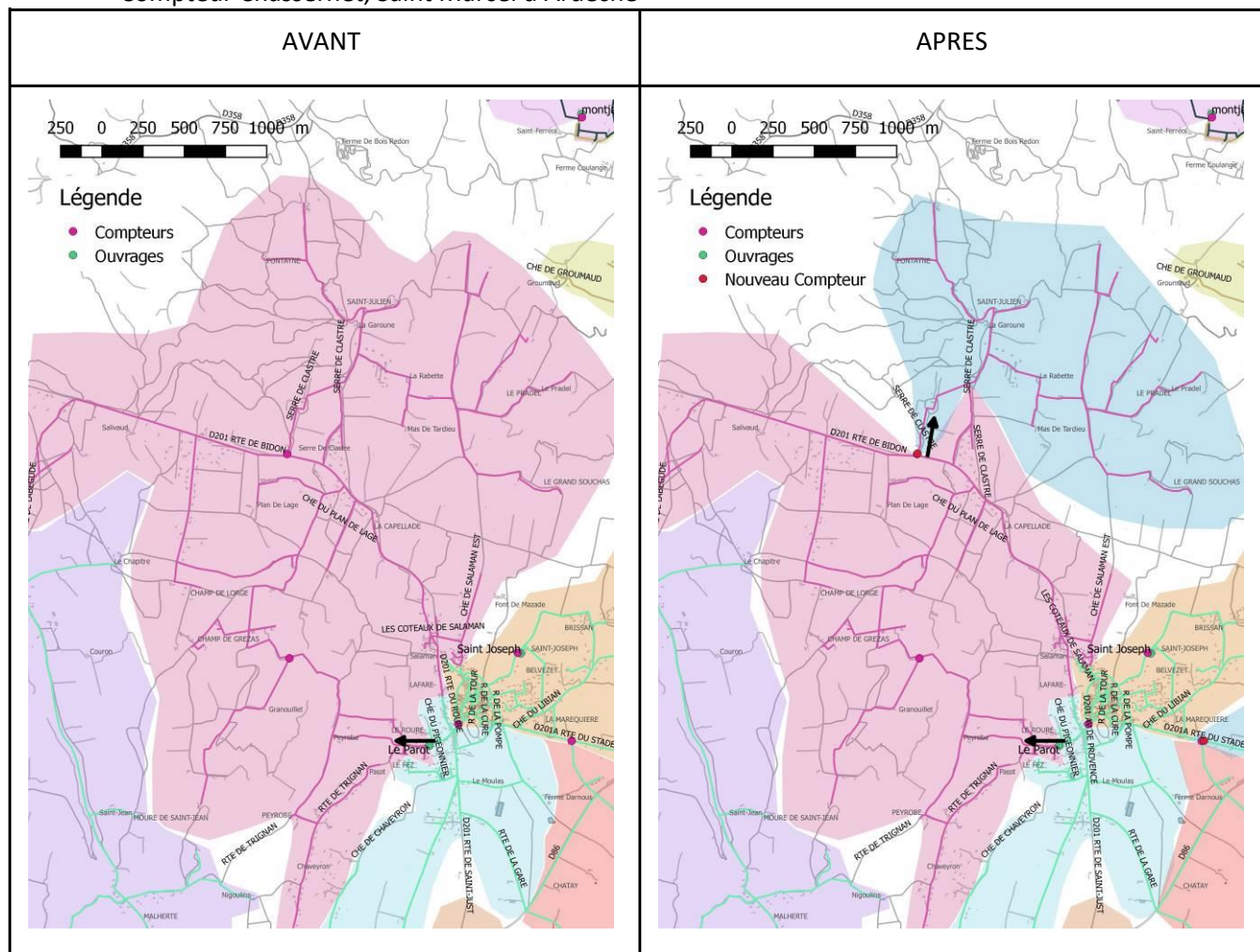
- Compteur de la Route du Stade, St Marcel d'Ardèche



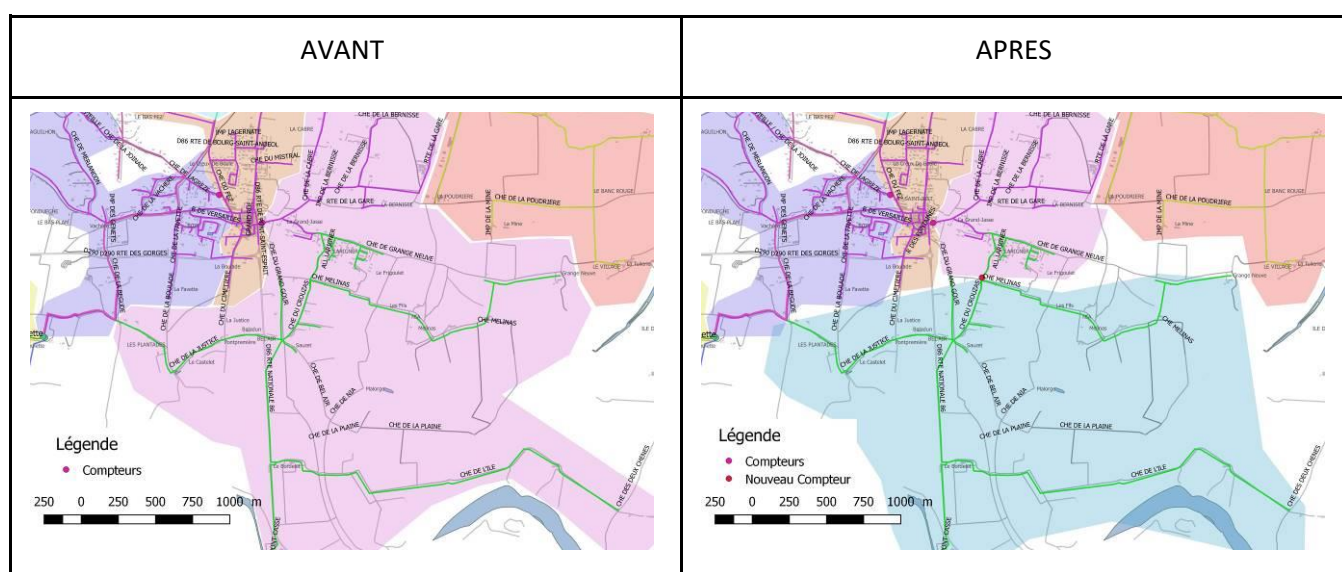
- Compteur des Aliberts, Saint Martin d'Ardèche



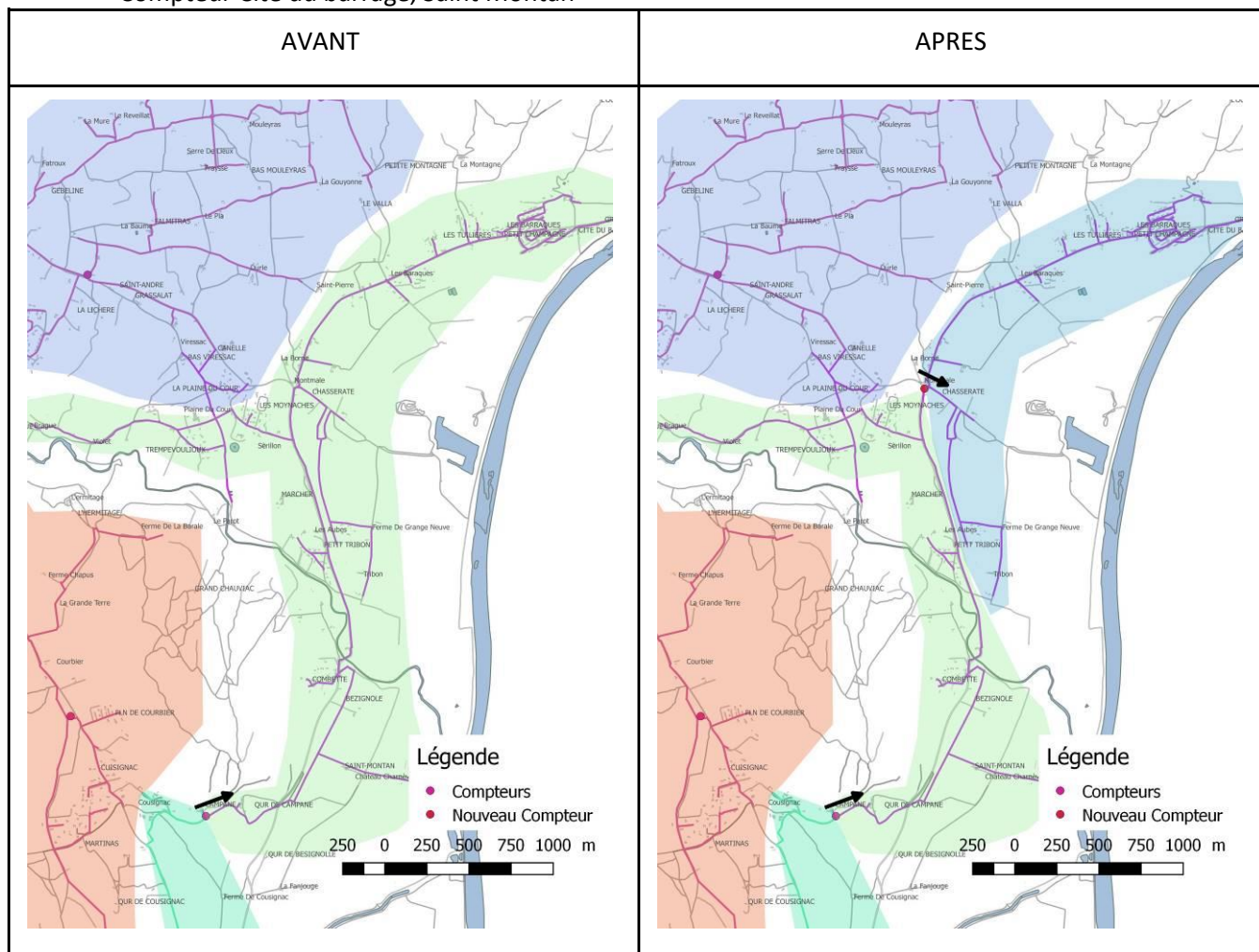
- Compteur Chassernet, Saint Marcel d'Ardèche



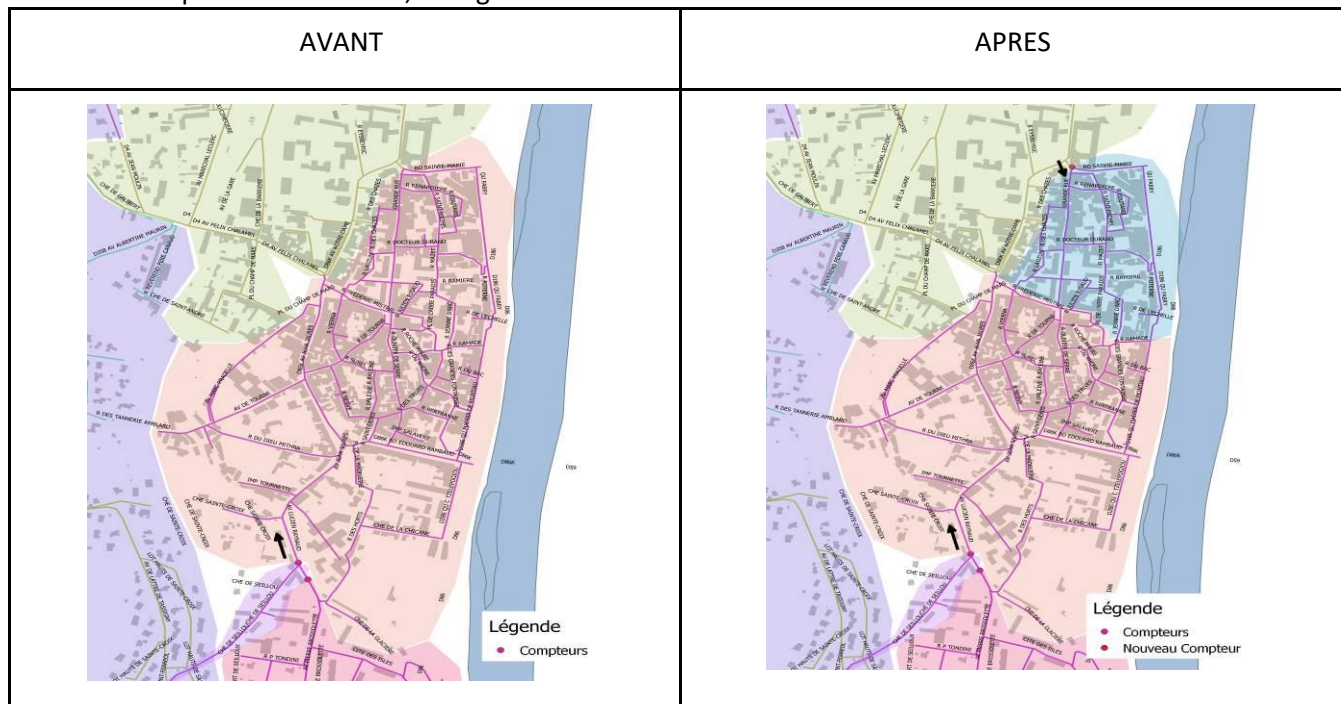
- Compteur Frigoulet, Saint Just



- Compteur Cité du barrage, Saint Montan



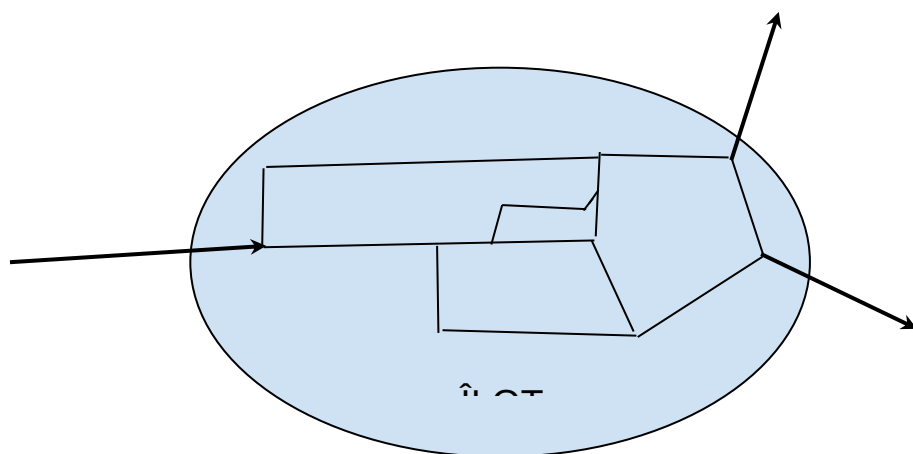
- Compteur Sainte Marie, Bourg Saint Andéol



Compteurs d'adduction de réservoirs :

Plusieurs réservoirs du service ne sont pas encore équipés de compteur d'adduction (de remplissage).

Cette situation devient problématique dans la surveillance des débits de fuite, en effet le suivi des îlotages ne peut se faire précisément qu'avec la totalité des débits entrants et des débits sortants, or en l'absence de ces débits d'adduction le calcul est fait en utilisant le marnage des réservoirs ce qui rend le suivi très hasardeux.



- **Réservoirs à équiper :**

- Fontgrand, cuve de reprise,
- Galibert adduction depuis GERIGE,
- Le Parot,
- Serre du bouc,
- Relais TV,
- La Morelle,
- Saint Just,
- Campane,
- Gras,
- Montjau,
- Viviers réservoir principal adduction Bélieure,
- Viviers réservoir principal adduction Saint Nicolas,
- Reprise de bayne,
- Reprise de Valfleury,
- Reprise de Paurieres,
- Réservoir Paurieres,
- réservoir Bayne,

Télérelevé

Il nous paraît opportun de vous rappeler au travers de ce RAD les bénéfices de la mise en place de la télérelève qui pourrait être un atout pour votre service d'eau potable :

- Apporter de nouveaux services aux usagers : détection et information en temps réel d'une fuite à domicile ou d'un risque de gel.
- Accompagner votre stratégie d'innovation digitale et de territoire connecté pour améliorer l'empreinte environnementale du territoire.
- Améliorer la supervision des réseaux.
- Accroître le rendement contribuant ainsi à réduire notre impact sur les ressources.
- Relever les index des compteurs quel que soit le contexte (abonné absent, regard inaccessible, dangerosité pour les releveurs).

Solution d'adoucissement collectif

La valeur maximale de dureté de l'eau mesurée sur votre territoire est de 53°f. On dit qu'une eau est dure à partir d'un TH de 25°f (mais le calcaire se fixe sur les surfaces vitrées en laissant des traces et des dépôts à partir de 12°f par exemple). L'eau, quand elle est trop calcaire, peut rapidement devenir source de désagréments (consommation d'énergie et de produits d'entretien accrue, réduction de la durée de vie des appareils électroménagers). Une eau moins calcaire, c'est 200€ de gains de pouvoir d'achat par foyer et par an et une plus grande équité sur le territoire.

Les solutions d'adoucissement collectif de l'eau potable ne sont pas réservées aux grandes agglomérations, c'est une solution profitable dès 500 habitants avec une petite usine préfabriquée et prémontée qu'il ne restera plus qu'à raccorder.

Nous vous proposons, si vous le souhaitez, d'étudier l'installation d'un dispositif d'adoucissement collectif sur votre territoire.

Bornes de puisage

Il est observé dans de nombreuses communes une utilisation non autorisée des poteaux incendie par des particuliers mais surtout des entreprises de travaux ou de curage. Pour rappel, cette utilisation sans la mise en place d'un disconnecteur est dangereuse pour la sécurité du réseau et est considérée comme un vol d'eau. Elle peut être sanctionnée par 75 000 euros d'amende et cinq ans d'emprisonnement (article 311-4 du code pénal).

Pour limiter ce type de problématique, il est possible de mettre en place des bornes de puisage monétiques déjà équipées d'un système de disconnexion et pour lesquelles les entreprises disposent d'une carte leur permettant de prélever la quantité d'eau souhaitée sans assistance extérieure. L'eau leur est facturée ultérieurement au prix de l'eau en vigueur sur la commune.

Il est également possible en parallèle de mettre en place des objets connectés permettant la surveillance d'ouverture des poteaux incendie et d'en estimer les prélèvements.

Nous sommes à votre disposition pour vous exposer de manière plus détaillée ces solutions.

Responsabilité

• Réglementation concernant la prévention des dommages ouvrages

Pour les travaux d'extension ou de renouvellement de réseaux, réalisés par la Collectivité ou remis dans le domaine public par des investisseurs, la Collectivité doit s'assurer de disposer d'un plan de récolement informatique géoréférencé, et d'une précision de 40 cm maximum (classe A), afin de répondre aux obligations de la réglementation. La mise à disposition de ces éléments doit coïncider avec la mise en exploitation publique des ouvrages.

La réglementation a nécessité pour le délégataire le renforcement des mesures de consultation des autres concessionnaires avant travaux, et de réponse aux sollicitations des bureaux d'études (en phase projet) et des entreprises (en phase travaux) pour les réseaux dont l'exploitation a été confiée au délégataire.

Le corpus des textes a été complété en décembre 2016 par de nouvelles règles techniques.

EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

La nouvelle Directive Européenne sur l'Eau Potable a été adoptée.

Cette nouvelle Directive (2020/2184 du 16 décembre 2020) actualise celle de 1998 et sera transposée en droit français d'ici le 12 janvier 2023.

Elle "revalorise l'eau du robinet" au travers de plusieurs évolutions majeures :

1. Elle exige de donner une information plus complète aux consommateurs sur la qualité de l'eau potable notamment pour promouvoir sa consommation et sur les types de traitement appliqués pour potabiliser l'eau. Dans le même temps, elle demande également de fournir des informations et conseils aux usagers sur la manière de réduire leur consommation d'eau.
2. Elle renforce à nouveau les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur huit nouvelles substances et elle instaure des limites de qualité plus exigeantes pour le plomb (seuil divisé par 2). En outre, une « liste de vigilance » sur les eaux brutes est établie par la Commission Européenne pour suivre l'évolution des polluants émergents, « tels que les composés perfluorés, les microplastiques, les perturbateurs endocriniens et les produits pharmaceutiques ».
3. Elle instaure une approche fondée sur la gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux. Cela passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau, et la compréhension de leur vulnérabilité. Dans un contexte de changement climatique, cette approche doit permettre aux collectivités de disposer d'une vision prospective afin d'optimiser leurs investissements.
4. Elle vise à garantir l'accès à l'eau pour tous, notamment pour les populations vulnérables (sans abris, réfugiés, squats...), via le déploiement par exemple de bornes fontaines sur le territoire ou de douches publiques.

Après avoir été transposée en droit français, la mise en œuvre de cette Directive va nécessiter des évolutions significatives dans la gestion des services d'eau potable, et Veolia mettra à disposition son savoir-faire et ses expertises pour vous accompagner.

1.5 Les indicateurs réglementaires 2020

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	19 389	19 300
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m ³ TTC	Délégataire	2,14 €/m ³	2,18 €/m ³
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j	1 j
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	100,0 %	100,0 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	100,0 %	100,0 %
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	114	114
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	77,9 %	77,6 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	3,60 m ³ /jour/km	3,30 m ³ /jour/km
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	3,01 m ³ /jour/km	2,96 m ³ /jour/km
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	0,02%	0 %
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	100 %	100 %
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	38	0
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	1 620	0
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	3,49 u/1000 abonnés	2,32 u/1000 abonnés
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100,00 %	100,00 %
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	2,01 %	3,18 %
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	1,23 u/1000 abonnés	1,82 u/1000 abonnés

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.6 Autres chiffres clés de l'année 2020

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
VP.062	Volume prélevé	Délégataire	1 846 682 m ³	1 802 422 m ³
VP.059	Volume produit	Délégataire	1 846 682 m ³	1 802 422 m ³
VP.060	Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	0 m ³	0 m ³
	Volume mis en distribution (m ³)	Délégataire	1 714 665 m ³	1 619 610 m ³
VP.220	Volume de service du réseau	Délégataire	12 279 m ³	12 686 m ³
	Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	1 305 941 m ³	1 215 877 m ³
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	76	37
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
	Nombre d'installations de production	Délégataire	7	7
	Capacité totale de production	Délégataire	14 211 m ³ /j	14 211 m ³ /j
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	22	22
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	5 840 m ³	5 840 m ³
	Longueur de réseau	Délégataire	446 km	448 km
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	373 km	374 km
VP.140	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	0 ml	0 ml
	Nombre de branchements	Délégataire	9 727	9 747
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	11	10
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	8	5
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	35	28
	Nombre de compteurs	Délégataire	10 628	10 774
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	414	380
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
	Nombre de communes	Délégataire	9	9
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	9 753	9 907
	- Abonnés domestiques	Délégataire	9 747	9 901
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	3	3
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	2	2
	Volume vendu	Délégataire	1 258 849 m ³	1 210 116 m ³
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	1 123 352 m ³	1 023 310 m ³
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	3 480 m ³	3 994 m ³
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	132 017 m ³	182 812 m ³
	Consommation moyenne	Délégataire	158 l/hab/j	157 l/hab/j
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	115 m ³ /abo/an	111 m ³ /abo/an

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique sur le périmètre du service	Mesure statistique sur le périmètre du service
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	87 %	86 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Non	Non
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Oui	Oui
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
Energie relevée consommée	Délégataire	1 683 229 kWh	1 722 082 kWh

1.7 Le prix du service public de l'eau

LA FACTURE 120 M³

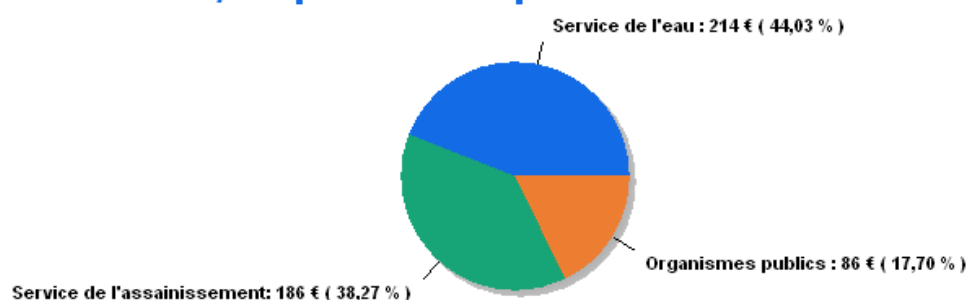
En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de BOURG SAINT ANDEOL, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ **[D102.0]** pour 120 m³, au tarif en vigueur au 1^{er} janvier, est la suivante :

BOURG SAINT ANDEOL Prix du service de l'eau potable	Volume	Prix Au 01/01/2021	Montant Au 01/01/2020	Montant Au 01/01/2021	N/N-1
Part délégataire			125,33	126,79	1,16%
Abonnement			42,06	42,55	1,17%
Consommation	120	0,7020	83,27	84,24	1,16%
Part communale			80,58	80,58	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,4500	54,00	54,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0536	6,25	6,43	2,88%
Organismes publics			32,40	33,60	3,70%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2800	32,40	33,60	3,70%
Total € HT			244,56	247,40	1,16%
TVA			13,45	13,61	1,19%
Total TTC			258,01	261,01	1,16%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			2,15	2,18	1,40%

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de BOURG SAINT ANDEOL :

Facture 120m³ / Répartition du prix du service de l'Eau



Les factures type sont présentées en annexe.

2.

LES
CONSOMMATEURS
DE VOTRE SERVICE
ET LEUR
CONSOMMATION



Veolia fait de la « Relation Attentionnée » le principe transversal qui guide l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

2.1 Les consommateurs abonnés du service

→ Le nombre d'abonnés

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	7 820	7 937	9 700	9 753	9 907	1,6%
domestiques ou assimilés	7 815	7 933	9 695	9 747	9 901	1,6%
autres que domestiques	4	3	3	3	3	0,0%
autres services d'eau potable	1	1	2	2	2	0,0%

→ Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	1 306	964	3 242	1 897	1 485	-21,7%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	817	749	2 714	1 018	943	-7,4%
Taux de clients mensualisés	30,4 %	32,0 %	32,8 %	35,8 %	38,1 %	6,4%
Taux de mutation	10,6 %	9,6 %	28,6 %	10,7 %	9,7 %	-9,3%

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia place les consommateurs de services d'eau et d'assainissement au cœur de son action.

Veolia s'engage à prendre autant soin d'eux que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✓ la qualité de l'eau
- ✓ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- ✓ la qualité de l'information adressée aux abonnés

Les résultats représentatifs de la région dont dépend votre service en décembre 2020 sont :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Satisfaction globale	88	85	84	87	86	-1
La continuité de service	96	94	93	95	94	-1
La qualité de l'eau distribuée	81	77	81	80	83	+3
Le niveau de prix facturé	52	57	53	61	62	+1
La qualité du service client offert aux abonnés	82	82	77	81	83	+2
Le traitement des nouveaux abonnements	90	91	81	90	90	0
L'information délivrée aux abonnés	79	73	68	70	74	+4



Composition de votre eau !

Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



→ Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

#1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».

#2 Intervention : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »

#3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »

#4 Services : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »

#5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

2.3 Données économiques

→ *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2020 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2016	2017	2018	2019	2020
Taux d'impayés	1,28 %	1,42 %	1,88 %	2,01 %	3,18 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	53 696	35 354	46 819	55 361	118 349
Montant facturé N - 1 en € TTC	4 197 525	2 491 427	2 491 921	2 752 080	3 720 262

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ *Les interruptions non-programmées du service public de l'eau*

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées **[P151.1]** est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information au moins 24h avant. En 2020, ce taux pour votre service est de 2,32/ 1000 abonnés.

	2016	2017	2018	2019	2020
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	4,48	5,92	4,02	3,49	2,32
Nombre d'interruptions de service	35	47	39	34	23
Nombre d'abonnés (clients)	7 820	7 937	9 700	9 753	9 907

→ *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental

En 2020, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	31	15	39	38	0
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	304,00	695,49	2 006,00	1 620,00	0,00
Volume vendu selon le décret (m3)	960 450	996 841	1 313 259	1 258 849	1 210 116

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

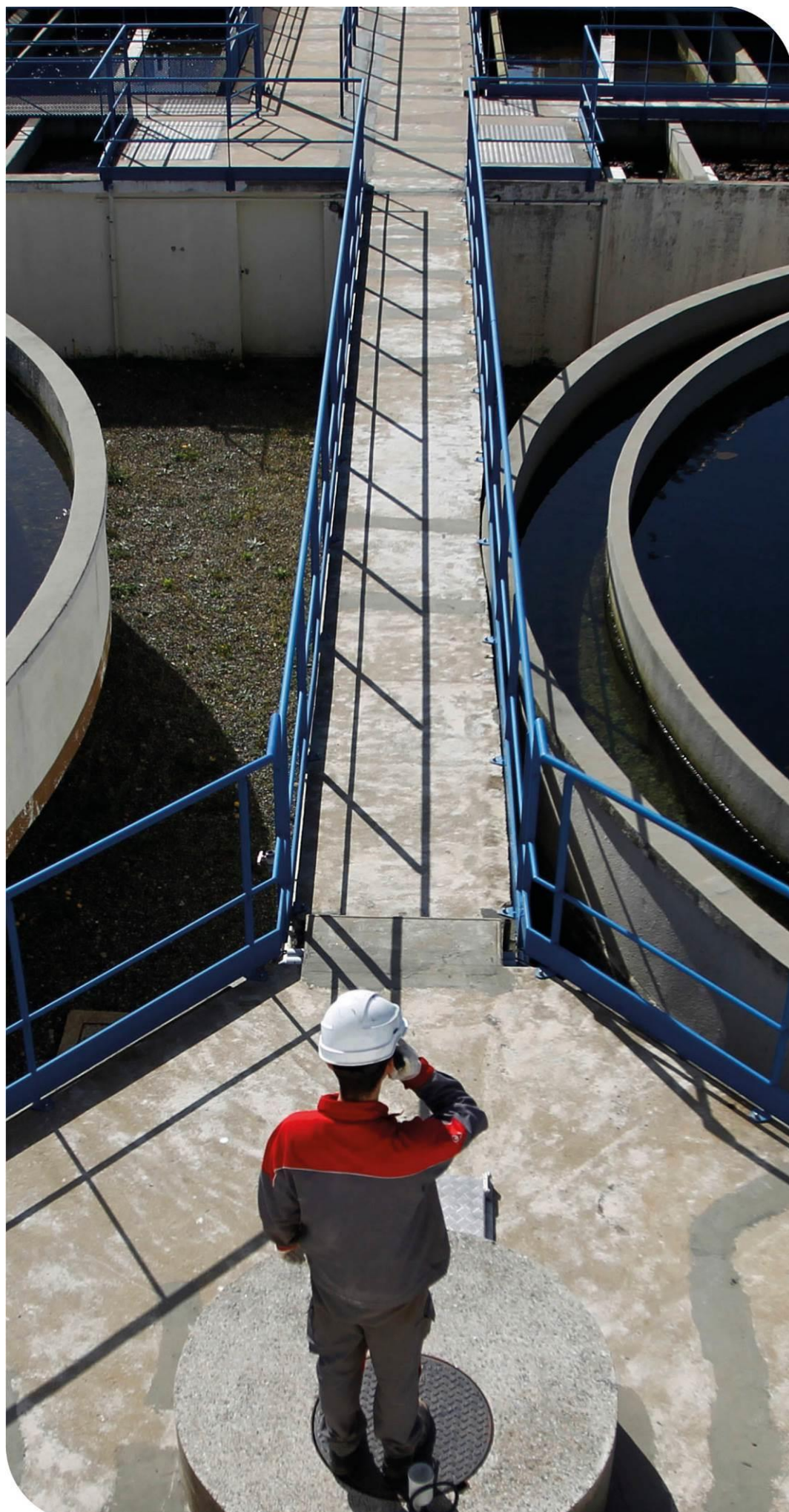
→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	209	161	111	132	67
Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés	11	36	37	74	73

3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE



Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de captage	Débit des pompes (m3/h)
Forage Ilette	En cours de réalisation

Installation de production	Capacité de production (m3/j)
STATION DE FRAOU ST MARCEL	996
STATION DE GERIGE	5 000
STATION DE GOGNE	20
STATION DES MARRONNIERS	2 400
STATION LA PIBOULETTE	2 400
UPR BELIEURE	1 095
UPR Iles Saint Nicolas	2 300
Capacité totale	14 211

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
RES BAYNES	100
RES PAURIERES	100
RES PRINCIPAL	1 500
Réservoir Campane - BSA	200
Réservoir de Gras	100
Réservoir Escrouzilles - St Mar	200
Réservoir Font Grand - Larnas	400
Réservoir Galibert - BSA	840
Réservoir Gérige - BSA	1 200
Réservoir La Béarnaise - BSA	1 000
Réservoir La Begude - St Marcel	200
Réservoir La Morelle - BSA	1 000
Réservoir La Rochette - BSA	200
Réservoir Larnas	600
Réservoir Le Parot - St Marcel	50
Réservoir Le Serre du Bouc	400
Réservoir Les Alliberts St Mart	500
Réservoir Les Reynouards - Gras	400
Réservoir Montjau - BSA	100
Réservoir Relais TV - BSA	750
Réservoir St Joseph - St Marcel	500
Réservoir St Just - St Marcel	200
Capacité totale	5 840

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)
ELV BAYNES	6
ELV PAURIERES	12
ELV VALFLEURY	7
REPRISE DE GALIBERT	130 X 2/ 35 X 2
REPRISE DE PAROT	25
REPRISE FONTGRAND	59
REPRISE SERRE DU BOUC	70 X 2

Autres installations eau	Débit des pompes (m3/h)
Bâche de Gogne - Gras	4
Bâche La Piboulette - St Martin	60 /66 / 59 / 27

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de distribution,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements en domaine public,
- ✓ des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	368,7	432,2	446,7	446,7	448,5	%
Longueur d'adduction (ml)	1 479	1 661	1 661	1 843	1 843	%
Longueur de distribution (ml)	367 250	430 511	445 003	446 152	448 523	%
<i>dont canalisations</i>	307 142	369 676	371 337	372 486	374 857	0,3%
<i>dont branchements</i>	60 108	60 835	73 666	73 666	73 666	0,0%
Equipements						
Nombre d'appareils publics	316	400	403	404	410	1,5%
<i>dont poteaux d'incendie</i>	274	355	357	358	360	0,6%
<i>dont bouches d'incendie</i>	2	2	2	2	2	0,0%
<i>dont bouches d'arrosage</i>	1	1	1	1	1	0,0%
Branchements						
Nombre de branchements	7 796	7 857	9 700	9 727	9 747	0,2%

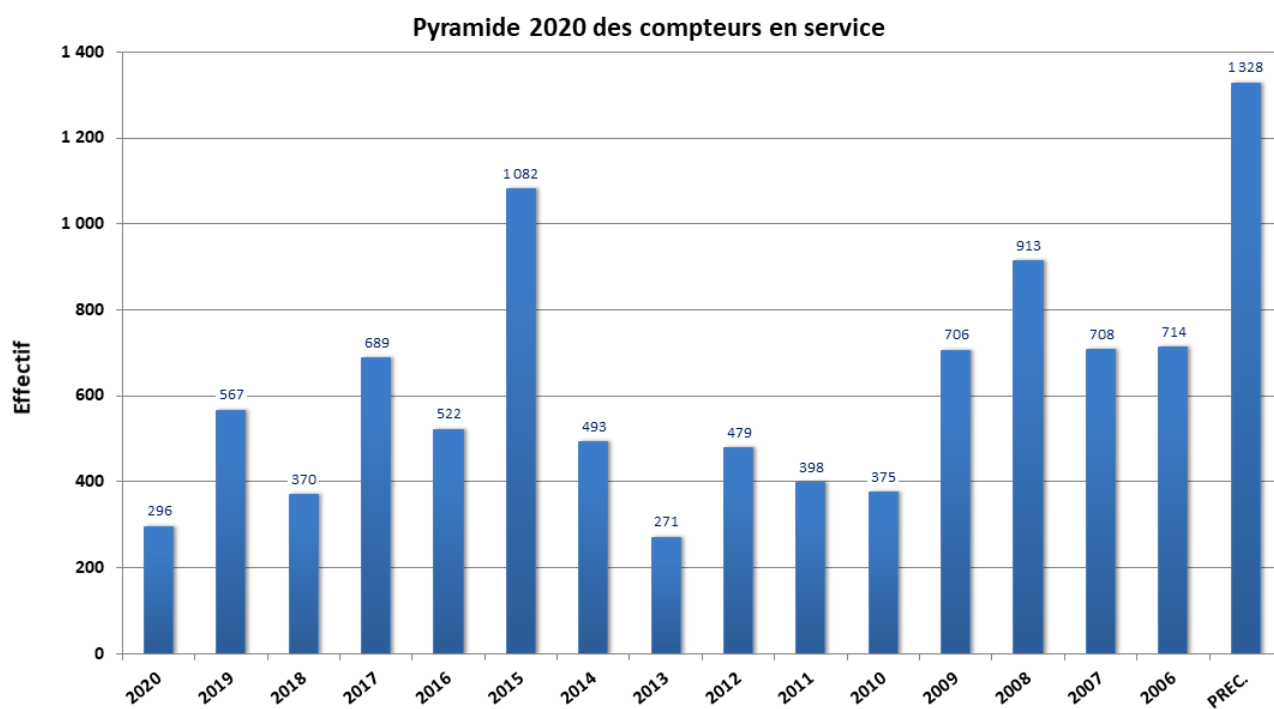
	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1	Qualification
Compteurs							
Nombre de compteurs	8 570	8 631	10 581	10 619	10 774	1,5%	Bien de retour
<i>dont sur abonnements en service</i>	7 878	7 926	9 796	9 825	9 945	1,2%	
<i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i>	692	705	785	803	829	3,2%	

	Canalisation d'adduction (ml)	Canalisation distribution (ml)	Total (ml)
Longueur totale tous DN (ml)	1 843	373 014	374 857
DN 25 (mm)		655	655
DN 32 (mm)		6 202	6 202
DN 40 (mm)		10 980	10 980
DN 50 (mm)	38	43 991	44 029
DN 60 (mm)		22 002	22 002
DN 63 (mm)	204	65 351	65 556
DN 75 (mm)		1 222	1 222
DN 80 (mm)		24 352	24 352
DN 90 (mm)		11 033	11 033
DN 100 (mm)		48 884	48 884
DN 110 (mm)		971	971
DN 125 (mm)	346	44 252	44 598
DN 140 (mm)		818	818
DN 150 (mm)	891	47 774	48 665
DN 160 (mm)		18	18
DN 200 (mm)		30 685	30 685
DN 250 (mm)	182	3 428	3 610
DN 300 (mm)		6 088	6 088
DN 350 (mm)		2 071	2 071
DN 400 (mm)		103	103
DN indéterminé (mm)	182	2 134	2 316

→ Les compteurs

Compteurs (*)	Nombre	Qualification
Nombre de compteurs propriété de la collectivité	10 774	Bien de retour

(*) compteurs installés sur branchements d'abonnés, à l'exclusion des compteurs de sectorisation



3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

	2016	2017	2018	2019	2020
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	0,19	0,16	0,06	0,02	0,00
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	307 142	369 676	371 337	372 486	374 857

Cet indicateur est calculé sur 5 ans. Il apparaît à zéro et ne se calcule pas, car le délégataire ne dispose pas des informations sur le renouvellement des réseaux effectué par la collectivité sur toute cette période.

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice **[P103.2]** pour l'année 2020 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2016	2017	2018	2019	2020
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	109	109	109	114	114

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau			Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)			
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10	10	
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5	
Code VP	Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques			Oui
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.			95 %
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres			Oui
Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15	
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15	
Total Parties A et B		45	45	
Code VP	Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10	
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10	
VP.244	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	4	
VP.245	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10	
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10	
VP.247	Localisation des autres interventions	10	10	
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10	
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5	
Total:		120	114	

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2020 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
RESEAUX		
RESEAU COMMUNAL DE VIVIERS		
CS VIVI10 DISTRIBUTION CENTRE VILLE - VANNE - ROBI	Renouvellement	Compte
REPRISE DU PAROT		
REPRISE DU PAROT		
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
PERAX P200 XM TELEALARME	Renouvellement	Compte
POMPE VIDE CAVE	Renouvellement	Compte
CAPTAGE DU FRAOU		
CAPTAGE DU FRAOU		
PERAX P200 XM TELEC TURB ET TELEA	Renouvellement	Compte
REPRISE DE GALIBERT		
REPRISE DE GALIBERT		
CMPT KROHNE DN150 LA BEARNAISE	Renouvellement	Compte
CLAPET A BATTANT	Renouvellement	Compte
CLAPET A BATTANT	Renouvellement	Compte
SONDE PIEZO	Renouvellement	Compte
FORAGE ET SURPRESSION DE GOGNE		
FORAGE ET SURPRESSION DE GOGNE		
MOTOPOMPE DE SURFACE 3	Renouvellement	Compte
RESERVOIR DES ALLIBERTS 500 M3		
RESERVOIR DES ALLIBERTS 500 M3		
HUISSERIES SERRURERIE	Renouvellement	Compte
RESERVOIR DE SAINT JOSEPH 2 X 250 M3		
RESERVOIR DE SAINT JOSEPH 2 X 250 M3		
TELEGESTION	Renouvellement	Compte
RESERVOIR DE CAMPANE 200 M3		
RESERVOIR DE CAMPANE 200 M3		
ROB AUTO REMPLI BAYARD	Renouvellement	Compte
POMPAGE ILE SAINT NICOLAS		
HYDRAULIQUE		
POMPE 1	Renouvellement	Compte

→ Les compteurs

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1^{er} décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre de compteurs	8 570	8 631	10 581	10 619	10 774	1,4%
Nombre de compteurs remplacés %	318	370	614	414	380	-8,2%
Taux de compteurs remplacés	3,7	4,3	5,8	3,9	3,7	-5,1%

→ Les réseaux

Renouvellement de vannes		
Date	Commune	Rue
25/06/2020	VIVIERS(07)	ALLEE DES FLEURS
24/06/2020	VIVIERS(07)	ALLEE DES ROSIERS
23/07/2020	VIVIERS(07)	ALLEE DES ROSIERS
07/10/2020	SAINT-MONTAN(07)	IMPASSE DU GRAND CHAMPAGNE
TOTAL	4 vannes renouvelées	

Renouvellement de branchements		
Commune	Rue	Date
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE LA LAUZE	16/01/2020
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	FOUGUET	21/01/2020
VIVIERS(07)	CHEMIN DE LA MOUTTE	28/01/2020
VIVIERS(07)	RUE MAURICE CHEVALIER	05/02/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT HAUTS DE SAINTE-CROIX	07/02/2020
VIVIERS(07)	BRETON	13/02/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	D190	20/02/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DU HAUT GERIGE	12/03/2020
VIVIERS(07)	VALFLEURY	12/03/2020
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	LE ROC	02/04/2020
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	ROUTE DE TRIGNAN	20/04/2020
SAINT-JUST(07)	CHEMIN DU MISTRAL	23/04/2020
VIVIERS(07)	ALLEE DES ROSIERS	23/04/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	QUAI MADIER DE MONTJAU (D186)	05/05/2020
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	ROUTE DE TRIGNAN	07/05/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	AVENUE NOTRE-DAME (D86K)	11/05/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE EYSSEYRIC	13/05/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	QUAI MADIER DE MONTJAU (D186)	20/05/2020

SAINT-JUST(07)	CHEMIN DE CHAMBERY	27/05/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	AVENUE LUCIEN RAYNAUD	28/05/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE JULIEN RIGAUD	28/05/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE JULIEN RIGAUD	02/06/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE BELLEVUE	09/06/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE BELLEVUE	11/06/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DES CHENES	18/06/2020
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	LE BAS FEZ	26/06/2020
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	LES ESQUEIRADES	02/07/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE DES CHAZES	08/07/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT HAUTS DE SAINTE-CROIX	09/07/2020
SAINT-MONTAN(07)	D86	09/07/2020
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	LE BAS FEZ	10/07/2020
LARNAS(07)	LE VILLAGE	13/08/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LA LAUZE	16/08/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LA LAUZE	25/08/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE SAINT-ANDRE	27/08/2020
SAINT-MONTAN(07)	RUE DU RHONE	10/09/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LES YUCCAS 2	24/09/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	GROUMAUD	24/09/2020
VIVIERS(07)	CHEMIN DES BARULAS	05/10/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE DU DIEU MITHRA	05/10/2020
SAINT-JUST(07)	ROUTE DE SAINT-MARTIN	26/10/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE SEILLOU	22/12/2020
TOTAL	42 branchements renouvelés	

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
Réseau (lot)		
BRANCHEMENTS EAU DIA: 15 - 20	42	Compte
REDUCTEURS-STABILISATEURS DE	3	Compte
VENTOUSES	10	Compte
VANNES DIA: 75- 99	4	Compte
COMPTEURS EAU Equipé	380	Compte

→ Les branchements

Renouvellement des branchements plomb	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre de branchements	7 796	7 857	9 700	9 727	9 747	0,2%
<i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>	23	18	23	15	10	-33,3%
<i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i>	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	-50,0%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	0	5	0	8	5	-37,5%
<i>% de branchements plomb supprimés</i>	0,00%	21,74%	0,00%	34,78%	33,33%	-4,2%

(*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(**) par le Déléataire et par la Collectivité

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ Les installations

Travaux réalisés par le délégataire :

Installations électromécaniques	Réalisé dans l'exercice
FORAGE ET REPRISE DE GERIGE	
BALLON -20/M672B	X
1 SONDE ET 2 POIRES DE NIVEAU BÂCHE EAU SALES	X
2 POMPES DOSEUSES (10 L/H) -20/M672B	X
ACCESSOIRES FILTRE (MANO, PURGEUR) -20/M672B	X
ANALYSEUR DE CHLORE -20/M672B	X
ARMOIRE ÉLECTRIQUE -20/M672B	X
AUTOMATE + TÉLÉGESTION -20/M672B	X
BÂTIMENT + BACHE À BOUES -20/M672B	X
CANA INOX DN 150 AÉRIENNE LOCAL TRAIT. -20/M672B	X
CANALISATION FONTE VÉROUILLÉE DN200 -20/M672B	X
COMPRESSEUR D'AIR -20/M672B	X
DÉBITMÈTRE DN 150 (EAU TT+EB+EAU LAVAGE) -20/M672B	X
ELECTROCHLORATION 100 G/H -20/M672B	X
FILTRE A SABLE - J600B	X
GROUPE SURPRESSION RÉSEAU EAU SERVICE -20/M672B	X
HYDRAULIQUE ET ACCESSOIRES -20/M672B	X
INSONORISATION ÉQUIPEMENTS -20/M672B	X
MESURE DE PRESSION (1 ENT/ 2 SORT) FILTRE SABLE	X
MESURE PRESSION DIFFÉRENTIELLE FILTRE -20/M672B	X
MÉLANGEUR STATIQUE DN 150 INOX -20/M672B	X
PH-MÈTRE + SONDE (EF) -20/M672B	X
POMPE DOSEUSE COAGULANT (0-2 L/H) + COFFRET	X
POMPE EAU BRUTE 60 M3/H - 15 MCE -20/M672B	X
POMPE EAU DE LAVAGE 180 M3/H -20/M672B	X
RÉACTEUR UV - 6 LAMPES -20/M672B	X
SOUFFLANTE D'AIR DE LAVAGE 360 NM3/H -20/M672B	X
STOCKAGE + RÉTENTION COAGULANT 1000 L -20/M672B	X
TRANSMETTEUR SC 200 -20/M672B	X
TURBIDIMÈTRE + SONDE (EF) - ULTRATURB -20/M672B	X
VARIATEUR DE VITESSE (POMPE EAU BRUTE) -20/M672B	X
RESERVOIR DU RELAIS TV 750 M3	
RESERVOIR DU RELAIS TV 750 M3	
ELECTROCHLORATION RELAI TV - 19/L652B	X
RESERVOIR LA BEARNAISE 2 X 500 M3	
RESERVOIR LA BEARNAISE 2 X 500 M3	
ACCESSOIRES HYDRAULIQUES ELECTROCHLO - 19/L644B	X
RESERVOIR LA ROCHETTE 2X 100 M3	
RESERVOIR LA ROCHETTE 2X 100 M3	
ELECTROCHLORATION ROCHETTE - 19/L645B	X
SECTORISATION	
SECTORISATION	
PRELOCALISATEURS -20/M672B	X

→ **Les réseaux, branchements et compteurs**

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

Branchements neufs		
Commune	Rue	Date
VIVIERS(07)	D107	10/01/2020
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	LOTISSEMENT LES VERGERS DE CHAVEYRON	28/01/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE LA LAUZE	14/02/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE LA LAUZE	16/03/2020
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	SAUZE	24/03/2020
SAINT-MONTAN(07)	CHEMIN D'EYLIEUX	06/05/2020
GRAS(07)	SAINT-VINCENT	19/05/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE JULIEN RIGAUD	29/05/2020
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	LES ESQUEIRADES	02/06/2020
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	FOUGUET	04/06/2020
VIVIERS(07)	LONGEAVOUX SUD	09/06/2020
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	LA JOYEUSE	11/06/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE DES CHAZES	08/07/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE (D86K)	10/07/2020
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	LE BANC ROUGE	16/07/2020
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	ROUTE TOURISTIQUE DES GORGES DE L'ARDECHE (D290)	23/07/2020
GRAS(07)	CHAMP DE BOUISSET	05/08/2020
GRAS(07)	D362	05/08/2020
BIDON(07)	CHEMIN DES MURIERS	26/08/2020
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	ROUTE DE TRIGNAN	02/09/2020
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	ROUTE DE TRIGNAN	02/09/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DU HAUT GERIGE	04/09/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	QUAI C TZELEPOGIOU (D286)	24/09/2020
ROMANS-SUR-ISERE(26)	RUE FRANCOIS GOMBOS	07/10/2020
SAINT-MONTAN(07)	PETITE MONTAGNE	29/10/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	AVENUE MARECHAL LECLERC	03/11/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE GALIBERT	09/11/2020
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE DES TANNERIE AMBLARD	27/11/2020
TOTAL		28 branchements neufs

4.

LA PERFORMANCE
ET L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE
POUR VOTRE
SERVICE



Les consommateurs exigent au quotidien un service d'eau performant, avec comme premier critère de satisfaction la qualité de l'eau distribuée. Ce chapitre présente l'ensemble des données relatives à la composition et à la qualité de l'eau produite et distribuée. Vous y trouverez également les informations sur l'efficacité de la production et de la distribution, ainsi que la performance environnementale de votre contrat (protection des ressources, bilan énergétique).

4.1 La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

4.1.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	498	456	
Physico-chimique	5714	273	

4.1.2 L'eau produite et distribuée

→ Conformité des paramètres analytiques

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégitaire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégitaire	Valeur du seuil et unité
Bactéries Coliformes	0	1	0	1	80	86	0 n/100ml
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0	3	21	0	80	0	2 Qualitatif
Température de l'eau	8,6	28,6	3	2	81	86	25 °C
Turbidité Terrain	0,18	0,53	0	1	0	11	0,5 NFU

→ Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	37,20	163,30	80	mg/l	Sans objet
Chlorures	4,70	16,30	80	mg/l	250
Fluorures	0	180	9	µg/l	1500
Magnésium	2,50	18	80	mg/l	Sans objet
Nitrates	1	11,10	80	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0,02	9	µg/l	0,5
Potassium	0,40	5,40	80	mg/l	Sans objet
Sodium	3	115	80	mg/l	200
Sulfates	8,60	81	80	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	10,33	45,68	72	°F	Sans objet

4.1.3 L'évolution de la qualité de l'eau

→ Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques **[P101.1]** et physico-chimiques **[P102.1]**. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

	2016	2017	2018	2019	2020
Paramètres microbiologiques					
Taux de conformité microbiologique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements conformes	63	63	85	81	80
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0	0	0
Nombre total de prélèvements	63	63	85	81	80
Paramètres physico-chimique					
Taux de conformité physico-chimique	100,00 %	100,00 %	97,73 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements conformes	68	69	86	83	81
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	2	0	0
Nombre total de prélèvements	68	69	88	83	81

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ *Chlorure de Vinyle Monomère*

En raison des premiers procédés de fabrication du PVC (avant 1980), le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) en constitue sa principale matière première. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Au delà de l'année de fabrication et de la nature (très variable) des canalisations en PVC des réseaux, sa présence éventuelle dépend entre autres :

- ✓ Des temps de séjour de l'eau dans ces canalisations,
- ✓ De la température de l'eau.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 modifie l'instruction n°DGS/EA4/2012/366 du 18 octobre 2012 relative au Chlorure de Vinyle Monomère dans l'eau destinée à la consommation humaine. Celle-ci positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM. Aussi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».

En cas de dépassements de la limite de qualité, l'instruction du 29 avril 2020 modifie aussi les délais impartis pour rétablir la qualité de l'eau en fonction des concentrations observées en CVM. Pour autant, cette nouvelle instruction préconise comme prioritaire la mise en œuvre de solutions définitives, fondées essentiellement sur le remplacement des canalisations, plutôt que le recours aux purges (solution considérée non-pérenne).

Situation sur votre service :

L'ARS a engagé des recherches sur le paramètre CVM (Chlorure de Vinyle Monomère) au cours de l'année 2020. 8 prélèvements ont été réalisés au total. A ce jour, toutes les analyses réalisées par l'ARS se sont révélées conformes.

Ci-dessous une synthèse de ces analyses.

COMMUNE	POINT	LOCALISATION	DATE	RESULTAT	CONFORME
SAINT MONTAN	ZD-BSAVIL-341	Cité barraage	13/01/2020	<0,05	O
BIDON	ZD-BIDONREM-350	Centre bourg	24/02/2020	<0,05	O
SAINT MARTIN D'ARDECHE	ZD-BSASUD-346	Centre bourg	27/04/2020	<0,05	O
VIVIERS	ZD-VIVIERS-103	Quartier Valmont	12/05/2020	<0,05	O
SAINT JUST	ZD-BSASUD-347	Centre bourg	13/07/2020	<0,05	O
SAINT MARCEL D'ARDECHE	ZD-BSASUD-348	Centre bourg	05/08/2020	<0,05	O
VIVIERS	ZD-VIVIERS-104	Quartier Bellieure	28/09/2020	<0,05	O
SAINT MONTAN	ZD-BSAVIL-341	Centre bourg	07/12/2020	<0,05	O

4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

4.2.1 L'efficacité de la production : le volume prélevé et produit

→ Le volume prélevé

Les autorisations de prélèvement maximales par ressource sont les suivantes :

	Volume journalier (m3/jour)
STATION DE FRAOU ST MARCEL	996
STATION DE GERIGE	5000
STATION DE GOGNE	20
STATION DES MARRONNIERS	2400
STATION LA PIBOULETTE	2400
UPR BELIEURE	1095
UPR Iles Saint Nicolas	2300

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

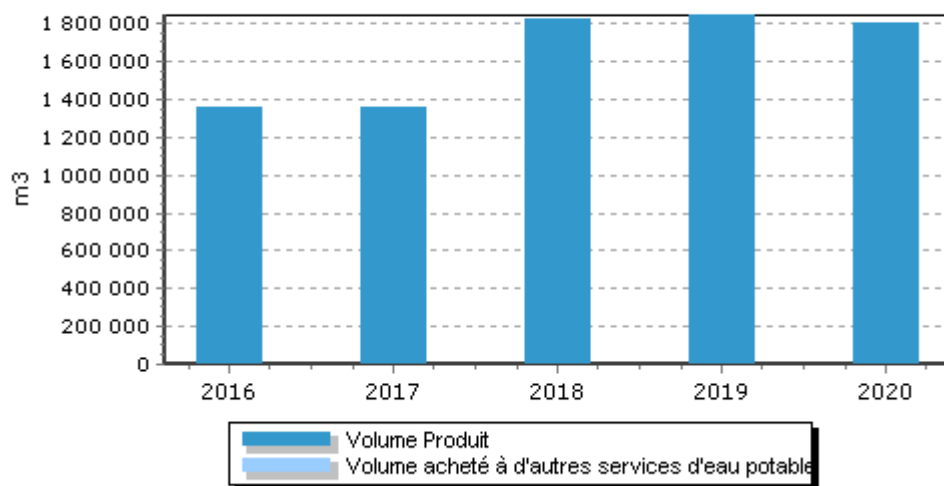
	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume prélevé (m3)	1 354 895	1 359 631	1 825 570	1 846 682	1 802 422	-2,4%
Volume prélevé par ressource (m3)						
STATION DE FRAOU ST MARCEL	143 503	121 714	167 202	143 532	132 590	-7,6%
STATION DE GERIGE	651 473	811 316	892 079	902 474	886 523	-1,8%
STATION DE GOGNE	3 191	1 496	2 188	1 725	1 443	-16,3%
STATION DES MARRONNIERS	303 608	175 046	145 397	173 140	128 040	-26,0%
STATION LA PIBOULETTE	253 120	250 059	262 219	315 686	301 775	-4,4%
UPR BELIEURE			331 169	290 904	285 919	-1,7%
UPR Iles Saint Nicolas			25 316	19 221	66 132	244,1%
Volume prélevé par nature d'eau (m3)						
Eau souterraine non influencée	1 354 895	1 359 631	1 825 570	1 846 682	1 802 422	-2,4%

→ Le volume produit et mis en distribution

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume prélevé (m3)	1 354 895	1 359 631	1 825 570	1 846 682	1 802 422	-2,4%
Besoin des usines	0	0	0	0	0	0%
Volume produit (m3)	1 354 895	1 359 631	1 825 570	1 846 682	1 802 422	-2,4%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	89 348	77 863	117 874	132 017	182 812	38,5%
Volume mis en distribution (m3)	1 265 547	1 281 768	1 707 696	1 714 665	1 619 610	-5,5%

Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable



Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

→ Bilan mensuel

Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois :

	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.
Volume moyen journalier produit (m3/j)	4 000	4 119	3 947	4 459	5 143	5 563	7 107	7 294	5 201	4 267	4 141	4 040
Volume moyen journalier acheté (m3/j)			1									
Total (m3/j)	4 000	4 119	3 948	4 459	5 143	5 563	7 107	7 294	5 201	4 267	4 141	4 040

4.2.2 L'efficacité de la distribution : le volume vendu, le volume consommé et leur évolution

→ Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	960 450	996 841	1 313 259	1 258 849	1 210 116	-3,9%
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	871 102	918 978	1 195 385	1 126 832	1 027 304	-8,8%
domestique ou assimilé	867 654	914 907	1 191 436	1 123 352	1 023 310	-8,9%
autres que domestiques	3 448	4 071	3 949	3 480	3 994	14,8%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	89 348	77 863	117 874	132 017	182 812	38,5%

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume vendu (m3)	960 450	996 841	1 313 259	1 258 849	1 210 116	-3,9%
<i>dont clients individuels</i>	842 393	887 136	1 100 638	1 011 682	932 296	-7,8%
<i>dont clients domestiques SRU</i>	46	91	3 672	1 946	3 887	99,7%
<i>dont clients industriels</i>	991	1 751	8 887	20 317	14 962	-26,4%
<i>dont clients collectifs</i>			4 140	20 135	37 374	85,6%
<i>dont irrigations agricoles</i>	349	1 542	1 858	5 087	4 015	-21,1%
<i>dont volume vendu autres collectivités</i>	89 348	77 863	117 874	132 017	182 812	38,5%
<i>dont bâtiments communaux</i>	17 814	18 727	26 048	27 521	18 128	-34,1%
<i>dont appareils publics</i>	9 509	9 731	50 142	40 144	16 642	-58,5%

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)	89 348	77 863	117 874	132 017	182 812	38,5%
SAINT REMEZE	89 348	77 863	94 636	111 554	124 881	11,9%
SI EAUX DU FAY			23 238	20 463	57 931	183,1%

→ Le volume consommé

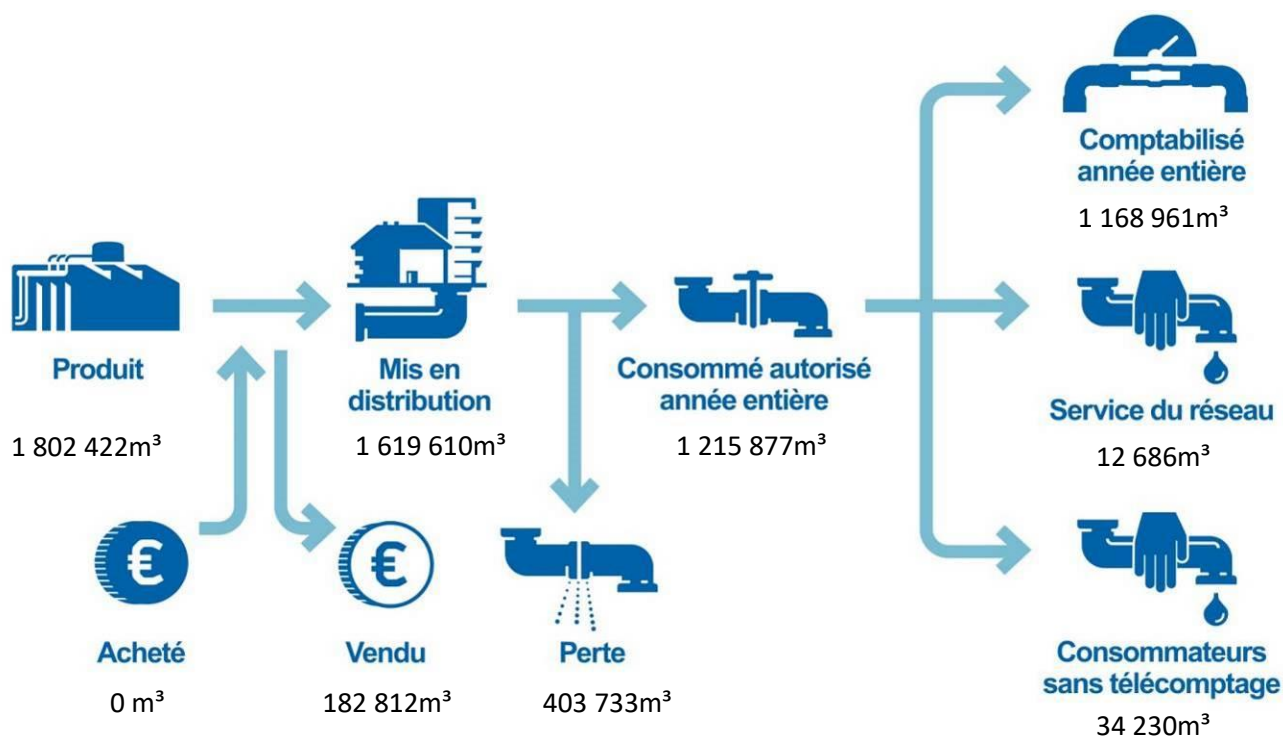
Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	915 963	950 697	1 215 593	1 222 119	1 114 665	-8,8%
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	918 472	937 850	1 206 593	1 225 476	1 168 961	-4,6%
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	365	370	400	364	349	-4,1%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	5 540	5 750	5 750	68 186	34 230	-49,8%
Volume de service du réseau (m3)	13 975	12 848	42 225	12 279	12 686	3,3%
Volume consommé autorisé (m3)	935 478	969 295	1 374 869	1 302 584	1 161 581	-10,8%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	937 987	956 448	1 254 568	1 305 941	1 215 877	-6,9%

Le volume consommé par les principaux abonnés ou gros consommateurs figure au tableau suivant :

Volume consommé par les principaux abonnés (m3)	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
CONDITIONNEMENT BOURG	375	532	555	524	417	-20,4%
DOMAINE D'IMBOURS - LARNAS	61 581	57 370	57 866	60 551	48 709	-19,6%
EARL LA GRAND CRAU	608	1 226	740	2 338	1 173	-49,8%
GENDARMERIE MOBILE - BSA	7 082	7 494	8 888	7 427	6 398	-13,9%
HOPITAL DONA VIerna - BSA	8 418	7 783	9 349	10 603	9 342	-11,9%
LA BASTIDE DE TOURNE - BSA	9 324	8 371	9 779	10 583	10 414	-1,6%
PRESENTATION DE MARIE - BSA	6 145	5 306	5 297	4 929	4 142	-16,0%

→ Synthèse des flux de volumes



4.2.3 La maîtrise des pertes en eau

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2020 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2020	77,6	67,05	2,96	3,30	10,25

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

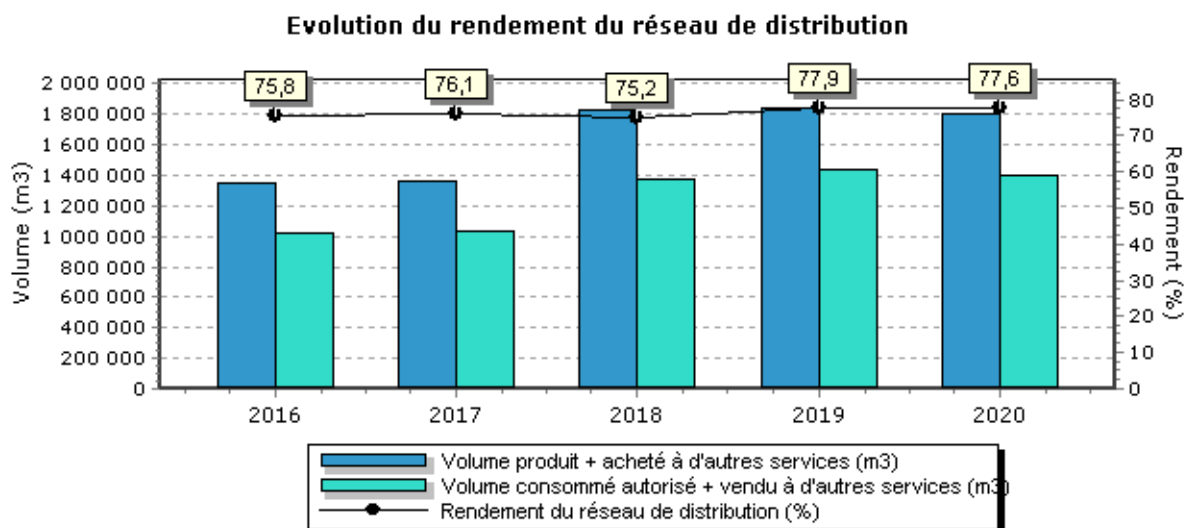
ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	75,8 %	76,1 %	75,3 %	77,9 %	77,6 %	-0,4%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) A	937 987	956 448	1 254 568	1 305 941	1 215 877	-6,9%
Volume vendu à d'autres services (m3) B	89 348	77 863	117 874	132 017	182 812	38,5%
Volume produit (m3) C	1 354 895	1 359 631	1 825 570	1 846 682	1 802 422	-2,4%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2020 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2020.

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

	2016	2017	2018	2019	2020
Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	3,09	2,55	3,70	3,60	3,30
Volume mis en distribution (m³) A	1 265 547	1 281 768	1 707 696	1 714 665	1 619 610
Volume comptabilisé 365 jours (m³) B	918 472	937 850	1 206 593	1 225 476	1 168 961
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	307 142	369 676	371 337	372 486	373 014

	2016	2017	2018	2019	2020
Indice linéaire de pertes en réseau (m³/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	2,91	2,41	3,34	3,01	2,96
Volume mis en distribution (m³) A	1 265 547	1 281 768	1 707 696	1 714 665	1 619 610
Volume consommé autorisé 365 jours (m³) B	937 987	956 448	1 254 568	1 305 941	1 215 877
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	307 142	369 676	371 337	372 486	373 014

4.3 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

Programme annuel :

- 💧 Entretien et désinfection des réservoirs d'eau potable :
 - Vidanger le réservoir
 - Le nettoyer
 - Le désinfecter
 - Procéder à un prélèvement bactériologique et au contrôle de la turbidité
 - Contrôler l'état général intérieur de l'ouvrage (revêtement, serrurerie, ventilation, échelle, crinoline, vidanges, trop plein, équipement de mesure...) et extérieur (peinture, clôture, accès...)
 - Entretenir les espaces verts des périmètres de protection
- 💧 Entretien des captages (bac, surverse) : nettoyage, dessablage et désinfection
- 💧 Entretien des appareils de régulation (réducteur, stabilisateur de pression) : démontage, nettoyage, remplacement des joints, contrôle des pressions, nettoyage du filtre, du pilote et de la boîte à boue
- 💧 Maintenance des systèmes de chloration : étalonnage et nettoyage
- 💧 Manœuvre des vannes
- 💧 Entretien des ballons anti-bélier : contrôle de la pression et gonflage
- 💧 Vérification des armoires électriques, resserrage des connexions
- 💧 Mesure des rendements des pompes et réglage des sondes de niveaux
- 💧 Jaugeage des sources

Programme mensuel :

- 💧 Contrôle visuel des réservoirs
- 💧 Relevé des index des compteurs de distribution
- 💧 Suivi des chlurations : mesure du taux de chlore restant, réglage et changement de la bouteille de chlore si nécessaire

De plus, nous mandatons un organisme de contrôle indépendant pour effectuer les contrôles réglementaires des systèmes électriques, de levage et anti-bélier selon les normes et règlements en vigueur.

4.3.1 Les opérations de maintenance des installations

→ Les installations

Nettoyage des réservoirs	
Nom du réservoir	Date de nettoyage
CAMPANE - BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	23/11/2020

4.3.2 Les opérations de maintenance du réseau

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

4.3.3 Les recherches de fuites

COMMUNE	RUE	DATE	Linéaire inspecté
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LES CHENES BLANCS	03/01/2020	1 000
VIVIERS(07)	CHEMIN DES BARULAS	10/01/2020	3 000
VIVIERS(07)	FAUBOURG SAINT-JACQUES (D86)	14/01/2020	
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	FONTAYNE	21/01/2020	
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	GRANDE RUE	29/01/2020	2 000
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	RUE PRINIER	11/02/2020	139.17
VIVIERS(07)	CHEMIN DES BARULAS	21/02/2020	150.38
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	LE ROC	16/03/2020	300.0
SAINT-JUST(07)	LA JOINNADE	01/04/2020	1500.0
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	FONDUECHE	01/04/2020	1500.0
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	HAUT DARBOUSSET	07/04/2020	4681.71
BIDON(07)	LE VILLAGE	09/04/2020	3574.0
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	AVENUE MARCEL PAUL	09/04/2020	175.0
SAINT-MONTAN(07)	D86	10/04/2020	2857.0
BIDON(07)	CHEMIN DE LA PLAINE D'AURELE	15/04/2020	41.3
BIDON(07)	ROUTE DE SAINT-MARCEL (D201)	15/04/2020	657.03
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	NIGOULINS	16/04/2020	158,34
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	QUAI FABRY (D186)	17/04/2020	480
SAINT-JUST(07)	CHEMIN DU MISTRAL	17/04/2020	240,61
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	AVENUE EMILE MARTIN	06/05/2020	555,96
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	AVENUE MARECHAL LECLERC	06/05/2020	233,91
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE LA LAUZE	06/05/2020	414,61
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LES AUCHES	06/05/2020	181,59
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LA LAUZE	06/05/2020	331,85
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LE COTEAU DES AUCHES	06/05/2020	188,65
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LES CEDRES	06/05/2020	181,63

BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LES CHENES BLANCS	06/05/2020	720,01
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE JULIEN LAPIERRE	06/05/2020	431,5
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	SUR LA ROCHETTE	06/05/2020	210,81
SAINT-MONTAN(07)	BEZIGNOLE	11/05/2020	486
BIDON(07)	ROUTE DE SAINT-MARCEL (D201)	12/05/2020	1153,26
SAINT-MONTAN(07)	D86	12/05/2020	657
SAINT-MONTAN(07)	D86	13/05/2020	536,5
VIVIERS(07)	ALLEE DES FLEURS	14/05/2020	656,65
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	HAUT DARBOUSSET	19/05/2020	4681,7
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE BELLEVUE	03/06/2020	409,55
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE LA BARRIERE	04/06/2020	205,38
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE BELLEVUE	08/06/2020	73,54
GRAS(07)	GOGNE	09/06/2020	526
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DE LA BARRIERE	11/06/2020	205,38
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LA LAUZE	17/06/2020	130,27
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	PLACE DU SOUBEYRAND	17/06/2020	
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN SAINTE-CROIX	18/06/2020	268,73
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	CHEMIN DE LA CROIX VIEILLE	24/06/2020	268,46
SAINT-MONTAN(07)	LA VIGNASSE	24/06/2020	268,46
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	D190	29/06/2020	743,61
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CHEMIN DES CHENES	10/07/2020	584
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	AVENUE LUCIEN RAYNAUD	06/08/2020	109,44
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	ROUTE DE TRIGNAN	06/08/2020	397,31
GRAS(07)	BLANCARD	10/08/2020	601,68
GRAS(07)	GOGNE	10/08/2020	123,61
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	GRANDE RUE	11/08/2020	72,92
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE RAMADE	20/08/2020	59,01
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE JEANNE D'ARC	20/08/2020	124,87
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	PLACE DE LA REPUBLIQUE	20/08/2020	10,14
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	PLACE LOUIS PIZA	20/08/2020	5,67
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LES CHENES BLANCS	26/08/2020	
GRAS(07)	D462	31/08/2020	1904,57
VIVIERS(07)	ALLEE DES ROSIERS	09/09/2020	157,74
SAINT-MONTAN(07)	D86	09/09/2020	392,31
SAINT-MONTAN(07)	IMPASSE DU GRAND CHAMPAGNE	09/09/2020	38,04
SAINT-MONTAN(07)	PLACE DE LA CHAPELLE	09/09/2020	144,2
SAINT-MONTAN(07)	RUE DU GRAND CHAMPAGNE	09/09/2020	409,31
SAINT-MONTAN(07)	RUE DU RHONE	09/09/2020	94,32
VIVIERS(07)	CHEMIN DE BERINGEAS	18/09/2020	285,09
LARNAS(07)	D262	30/09/2020	368,91
SAINT-JUST(07)	CHEMIN DU MISTRAL	15/10/2020	440,59
SAINT-JUST(07)	ALLEE DU HAMEAU DES SOURCES	16/10/2020	175,29
SAINT-JUST(07)	B021	16/10/2020	63,68
SAINT-JUST(07)	CHEMIN DE LA CROIX VIEILLE	16/10/2020	63,43

SAINT-JUST(07)	CHEMIN DE LA GREZE	16/10/2020	84,14
SAINT-JUST(07)	CHEMIN DU BATEAU	16/10/2020	64,5
SAINT-JUST(07)	CHEMIN DU FEZ	16/10/2020	412,93
SAINT-JUST(07)	IMPASSE DE LA CALADE	16/10/2020	78,36
SAINT-JUST(07)	IMPASSE FONTANILLE	16/10/2020	231,63
SAINT-JUST(07)	IMPASSE SAINT-JOSEPH	16/10/2020	79,16
SAINT-JUST(07)	LE PETIT NICE	16/10/2020	262,37
SAINT-JUST(07)	PLACE DU BARRY	16/10/2020	84,25
SAINT-JUST(07)	PLACE DU LAVOIR	16/10/2020	78,83
SAINT-JUST(07)	ROUTE DE BOURG-SAINT-ANDEOL (D86)	16/10/2020	502,49
SAINT-JUST(07)	ROUTE DE PONT-SAINT-ESPRIT (D86)	16/10/2020	247,33
SAINT-JUST(07)	ROUTE DE SAINT-MARTIN	16/10/2020	2 752,61
SAINT-JUST(07)	ROUTE DES GORGES (D290)	16/10/2020	222,88
SAINT-JUST(07)	RUE DE LA POMPE	16/10/2020	70,17
SAINT-JUST(07)	RUE DE LA POSTE	16/10/2020	49,28
SAINT-JUST(07)	RUE DE VERSAILLES	16/10/2020	850,29
SAINT-JUST(07)	RUE DES DEUX TOURS	16/10/2020	220,96
SAINT-JUST(07)	RUE DES FONTAINES	16/10/2020	90,69
SAINT-JUST(07)	RUE DES JARDINS	16/10/2020	352,78
SAINT-JUST(07)	CHEMIN DU CROUZAS	21/10/2020	1506,45
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	VALLA DU SOUTOU	22/10/2020	976,3
SAINT-JUST(07)	CHEMIN DU PONT CASSE	22/10/2020	91,11
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	CHEMIN DU LOUBY	27/10/2020	
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	RUE PRINIER	29/10/2020	139,14
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE SAINT-MICHEL	09/11/2020	34,26
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE SAINT-SAUVEUR	10/11/2020	973,5
VIVIERS(07)	AVENUE PIERRE MENDES FRANCE (D86I)	17/11/2020	217,09
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	CITE DE LA ROCHETTE	19/11/2020	144,3
VIVIERS(07)	AVENUE PIERRE MENDES FRANCE (D86I)	19/11/2020	3783,5
VIVIERS(07)	BALLIVETRES	27/11/2020	
VIVIERS(07)	RUE DES VIGNES	10/12/2020	3157,8
VIVIERS(07)	RUE DE L'AMANDIER	11/12/2020	2400
VIVIERS(07)	AVENUE DE LA GARE (D86)	16/12/2020	827,61
VIVIERS(07)	RUE JACQUES BREL	16/12/2020	138,51
VIVIERS(07)	AVENUE DU 19 MARS 1962	17/12/2020	827,34
TOTAL LINEAIRE INSPECTE		68 755 ml	

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	22	23	32	26	18	-30,8%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	44	42	36	33	11	-66,7%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,6	0,5	0,4	0,3	0,2	-33,3%
Nombre de fuites sur compteur	54	73	86	15	1	-93,3%
Nombre de fuites sur équipement	19	4	7	4	7	75,0%
Nombre de fuites réparées	139	142	161	78	37	-52,6%
Linéaire soumis à recherche de fuites	76 225	17 910	4 697	60 105	68 755	14,4%

Réparations de fuites sur canalisations		
Date	Commune	Adresse
06/01/2020	BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	QUR DE LA SOUBEYRANNE
14/01/2020	BIDON(07)	RUE DU TANGO
22/01/2020	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	FONTAYNE
11/02/2020	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	GRAND RUE
17/02/2020	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	SAINT-JEAN
11/03/2020	BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	VOIE COMMUNALE QUR GALIBERT
16/04/2020	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	ROUTE DE TRIGNAN
05/05/2020	BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE DES CHAZES
19/06/2020	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	GRENOUILLET
02/07/2020	SAINT-MONTAN(07)	LA VIGNASSE
10/07/2020	BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE DU BAC
23/07/2020	SAINT-MONTAN(07)	CHEMIN DU MURET
18/08/2020	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	ROUTE DE TRIGNAN
28/08/2020	BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	LOTISSEMENT LES CHENES BLANCS
01/10/2020	SAINT-JUST(07)	CHEMIN DE LA BERNISSE
07/10/2020	SAINT-MONTAN(07)	LES LIEUX
02/11/2020	GRAS(07)	BRECHON
17/12/2020	VIVIERS(07)	ILES DES PERRIERS
TOTAL	18 fuites réparées	

Réparations de fuites sur branchement		
Date	Commune	Adresse
31/05/2020 00:00	GRAS(07)	LE MAS DE DUMAS
21/08/2020 00:00	BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	RUE JEANNE D'ARC
13/10/2020 00:00	SAINT-JUST(07)	ROUTE DE SAINT-MARTIN
19/10/2020 00:00	SAINT-JUST(07)	RUE DU PRESBYTERE
22/10/2020 00:00	SAINT-JUST(07)	IMPASSE DES DEMOISELLES
29/10/2020 00:00	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	CHEMIN DU LOUBY
05/11/2020 00:00	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	ROUTE TOURISTIQUE DES GORGES DE L'ARDECHE (D290)
22/11/2020 00:00	SAINT-MONTAN(07)	D86
10/12/2020 00:00	GRAS(07)	D462
10/12/2020 00:00	BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	MONTEE DES OLIVIERS
15/12/2020 00:00	VIVIERS(07)	CHEMIN DE LA BRECHE
TOTAL	11 fuites réparées	

4.4 L'efficacité environnementale

4.4.1 La protection des ressources en eau



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2016	2017	2018	2019	2020
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	80 %	80 %	80 %	100 %	100 %

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2016	2017	2018	2019	2020
STATION DE FRAOU ST MARCEL	80 %	80 %	80 %	80 %	100 %
STATION DE GERIGE	80 %	80 %	80 %	80 %	100 %
STATION DE GOGNE	80 %	80 %	80 %	80 %	100 %
STATION DES MARRONNIERS	80 %	80 %	80 %	80 %	100 %
STATION LA PIBOULETTE	80 %	80 %	80 %	80 %	100 %
UPR BELIEURE			80 %	80 %	100 %
UPR Iles Saint Nicolas			80 %	80 %	100 %

4.4.2 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 275 654	1 382 227	1 548 648	1 683 229	1 722 082	2,3%
Installation de reprise	402 379	425 600	512 989	547 577	526 953	-3,8%
Autres installations eau				200 712	176 852	-11,9%
Installation de production	873 275	956 627	1 035 659	198 016	276 142	39,5%
Réservoir ou château d'eau				736 924	742 135	0,7%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.3 La consommation de réactifs

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- ✓ assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- ✓ réduire les quantités de réactifs à utiliser.

4.4.4 La valorisation des sous-produits

→ La valorisation des déchets liés au service



RESPONSABILITÉ

Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

5.

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2020
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: J6310 - CC RHONE GORGES ARDECHE BOURG ST

Eau

LIBELLE	2019	2020	Ecart %
PRODUITS	2 393 048	2 765 293	15.56 %
Exploitation du service	1 211 658	1 371 902	
Collectivités et autres organismes publics	1 027 254	1 215 597	
Travaux attribués à titre exclusif	67 626	96 191	
Produits accessoires	86 510	81 604	
CHARGES	2 499 835	2 733 131	9.33 %
Personnel	567 306	537 905	
Energie électrique	170 399	172 045	
Produits de traitement	1 770	2 045	
Analyses	9 642	15 333	
Sous-traitance, matières et fournitures	189 398	219 137	
Impôts locaux et taxes	54 532	55 073	
Autres dépenses d'exploitation	204 642	174 154	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	28 854	28 037	
<i>engins et véhicules</i>	88 050	57 146	
<i>informatique</i>	49 760	56 019	
<i>assurances</i>	12 740	17 474	
<i>locaux</i>	47 642	39 119	
<i>autres</i>	- 22 405	- 23 637	
Contribution des services centraux et recherche	39 667	39 863	
Collectivités et autres organismes publics	1 027 254	1 215 597	
Charges relatives aux renouvellements	197 732	202 588	
<i>fonds contractuel (renouvellements)</i>	197 732	202 588	
Charges relatives aux investissements	5 830	62 153	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	5 830	62 153	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	31 661	37 236	
RESULTAT AVANT IMPOT	- 106 788	32 162	NS
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	0	9 006	
RESULTAT	- 106 789	23 157	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

3/18/2021

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

Etat détaillé des produits (1)
Année 2020

Collectivité: J6310 - CC RHONE GORGES ARDECHE BOURG ST

Eau

LIBELLE	2019	2020	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	1 212 458	1 371 902	13.15 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	1 132 254	1 283 191	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	80 203	88 711	
Ventes d'eau à d'autres services publics	- 800	0	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	41 085	0	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 41 885	0	
Exploitation du service	1 211 658	1 371 902	13.23 %
Produits : part de la collectivité contractante	663 976	801 991	20.79 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	645 388	723 325	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	18 588	78 666	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	68 566	73 840	7.69 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	77 498	67 569	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 8 931	6 271	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	294 234	339 045	15.23 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	285 187	293 401	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	9 047	45 645	
Redevance Modernisation réseau	478	720	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	360	761	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	117	- 41	
Collectivités et autres organismes publics	1 027 254	1 215 597	18.33 %
Produits des travaux attribués à titre exclusif	67 626	96 191	42.24 %
Produits accessoires	86 510	81 604	-5.67 %

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

3/18/21

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

Les principales évolutions des produits et des charges sont les suivantes :

5.2 Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ *Programme contractuel d'investissement*

Installations électromécaniques	Montant en €
FORAGE ET REPRISE DE GERIGE	
BALLON -20/M672B	1 475,00
1 SONDE ET 2 POIRES DE NIVEAU BÂCHE EAU SALES	2 739,30
2 POMPES DOSEUSES (10 L/H) -20/M672B	3 213,39
ACCESSOIRES FILTRE (MANO, PURGEUR) -20/M672B	1 053,57
ANALYSEUR DE CHLORE -20/M672B	2 950,01
ARMOIRE ÉLECTRIQUE -20/M672B	42 142,95
AUTOMATE + TÉLÉGESTION -20/M672B	24 917,01
BÂTIMENT + BACHE À BOUES -20/M672B	138 070,81
CANA INOX DN 150 AÉRIENNE LOCAL TRAIT. -20/M672B	43 091,16
CANALISATION FONTE VÉROUILLÉE DN200 -20/M672B	12 748,24
COMPRESSEUR D'AIR -20/M672B	5 900,02
DÉBITMÈTRE DN 150 (EAU TT+EB+EAU LAVAGE) -20/M672B	3 898,22
ELECTROCHLORATION 100 G/H -20/M672B	17 647,36
FILTRE A SABLE - J600B	90 133,19
GROUPE SURPRESSION RÉSEAU EAU SERVICE -20/M672B	2 950,01
HYDRAULIQUE ET ACCESSOIRES -20/M672B	39 087,58
INSONORISATION ÉQUIPEMENTS -20/M672B	15 698,25
MESURE DE PRESSION (1 ENT/ 2 SORT) FILTRE SABLE	1 949,11
MESURE PRESSION DIFFÉRENTIELLE FILTRE -20/M672B	3 845,55
MÉLANGEUR STATIQUE DN 150 INOX -20/M672B	8 639,29
PH-MÈTRE + SONDE (EF) -20/M672B	1 949,11
POMPE DOSEUSE COAGULANT (0-2 L/H) + COFFRET	3 424,11
POMPE EAU BRUTE 60 M3/H - 15 MCE -20/M672B	2 950,01
POMPE EAU DE LAVAGE 180 M3/H -20/M672B	1 949,11
RÉACTEUR UV - 6 LAMPES -20/M672B	24 495,60
SOUFFLANTE D'AIR DE LAVAGE 360 NM3/H -20/M672B	2 423,23
STOCKAGE + RÉTENTION COAGULANT 1000 L -20/M672B	5 373,24
TRANSMETTEUR SC 200 -20/M672B	1 475,00
TURBIDIMÈTRE + SONDE (EF) - ULTRATURB -20/M672B	9 798,23
VARIATEUR DE VITESSE (POMPE EAU BRUTE) -20/M672B	10 799,13
RESERVOIR DU RELAIS TV 750 M3	
RESERVOIR DU RELAIS TV 750 M3	
ELECTROCHLORATION RELAI TV - 19/L652B	10 029,57
RESERVOIR LA BEARNAISE 2 X 500 M3	
RESERVOIR LA BEARNAISE 2 X 500 M3	
ACCESSOIRES HYDRAULIQUES ELECTROCHLO - 19/L644B	4 814,64
RESERVOIR LA ROCHETTE 2X 100 M3	
RESERVOIR LA ROCHETTE 2X 100 M3	
ELECTROCHLORATION ROCHETTE - 19/L645B	10 722,35
SECTORISATION	
SECTORISATION	
PRELOCALISATEURS -20/M672B	22 759,25

→ *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière «Les modalités d'établissement du CARE».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Sans objet.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

ETAT D'IMPUTATION AU COMPTE DE RENOUVELLEMENT				
travaux exécutés et réceptionnés en 2020				
contrat : CC DU RHONE AUX GORGES DE L'ARDECHE Eau - J6310				
CHANTIER	LIBELLE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
	SOLDE AU 31/12/2019		56 727,79	
	COMPTEURS		2 357,53	
	BRANCHEMENTS		41 968,69	
	ACCESSOIRES RESEAUX		2 674,78	
	EQUIPEMENTS ELECTROMECHANQUES		9 726,79	
	DOTATION ANNUELLE Renouvellement Patrimonial 2020		171 168,97	
	COMPTEURS		36 462,55	
	BRANCHEMENTS		63 084,00	
	ACCESSOIRES RESEAUX		10 514,00	
	EQUIPEMENTS ELECTROMECHANQUES		61 108,42	
L973B	TRAVAUX COMPTEURS	29 029,15		
	J6310_COMPTEURS EAU	29 029,15		
L93YB	TRAVAUX BRANCHEMENTS	54 252,24		
	J6310_BRANCHEMENTS EAU	54 252,24		
L95KB	TRAVAUX ACCESSOIRES RESEAUX	9 486,61		
L942B	J6310_VANNES	4 197,84		
L93ZB	J6310_VENTOUSES	2 134,57		
	J6310_REDUCTEURS-STABILISATEURS PRESSION	3 154,20		
	TRAVAUX EQUIPEMENTS ELECTROMECHANQUES	31 453,10		
L94HB	J6310_REPRISE GALIBERT_CPT DN150 BEARNA	1 964,48		
M93DB	J6310_REPRISE GALIBERT_CLAPET A BATTANT	741,05		
M93EB	J6310_REPRISE GALIBERT_CLAPET A BATTANT	741,05		
M93FB	J6310_REPRISE GALIBERT_SONDE PIEZO	512,10		
L964B	J6310_RESERVOIR DE SAINT JOSEPH 2 X 250_TELEGESTION	2 628,50		
L94QB	J6310_POMPAGE ILE SAINT NICOLAS_POMPE 1	15 771,00		
L94AB	J6310_RESEAUX_CS VIVI10 DISTRIBUTION CEN	1 047,61		
M93CB	J6310_REPRISE DU PAROT_POMPE VIDE CAVE	934,17		
L94EB	J6310_REPRISE DU PAROT_ARMOIRE DE COMMANDE	5 131,00		
M93JB	J6310_CAMPANE_ROB AUTO REMPLI BAYARD	1 051,40		
L94NB	J6310_FORAGE GOGNE_POMPE DE SURFACE 3	930,74		
	TOTAL DES CHANTIERS 2020	124 221,10		
	SOUS-TOTAL COMPTEURS			9 790,93
	SOUS-TOTAL BRANCHEMENTS			50 800,45
	SOUS-TOTAL ACCESSOIRES RESEAUX			3 702,17
	SOUS-TOTAL EQUIPEMENTS ELECTROMECHANQUES			39 382,11
	TOTAL GENERAL AU 31/12/2020	124 221,10	227 896,76	103 675,66
ETAT D'IMPUTATION AU COMPTE DE RENOUVELLEMENT				
travaux exécutés et réceptionnés en 2020				
contrat : CC DU RHONE AUX GORGES DE L'ARDECHE Eau - J6310				
CHANTIER	LIBELLE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
	SOLDE AU 31/12/2019		13 506,95	
	DOTATION ANNUELLE 2020		31 418,99	
L93YB	J6310_BRANCHEMENTS EAU	2 652,24		
L93ZB	J6310_REDUCTEURS-STABILISATEURS PRESSION *2	983,33		
L95GB	J6310_CAPTAGE DU FRAOU_TELEGESTION	3 987,71		
L964B	J6310_RESERVOIR DE SAINT JOSEPH 2 X 250_TELEGESTION	691,20		
L94QB	J6310_POMPAGE ILE SAINT NICOLAS_POMPE 1	4 249,34		
M976B	J6310_REPRISE DU PAROT_TELEGESTION	4 650,33		
L94EB	J6310_REPRISE DU PAROT_ARMOIRE DE COMMANDE	39,15		
M93JB	J6310_CAMPANE_ROB AUTO REMPLI BAYARD	165,16		
M949B	J6310_ALLIBERT_PORTES ACCES CUVE	2 995,43		
	TOTAL DES CHANTIERS 2020	20 413,89		
	TOTAL GENERAL AU 31/12/2020	20 413,89	44 925,94	24 512,05

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ **Autres biens ou prestations**

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations.

Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ **Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat**

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ **Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia**

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1^{er} janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

→ **Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat**

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia.

Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

ANNEXES



6.1 La facture 120 m³

BIDON	m ³	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
Production et distribution de l'eau			212,16	213,80	0,77%
Part délégataire			125,33	126,79	1,16%
Abonnement			42,06	42,55	1,17%
Consommation	120	0,7020	83,27	84,24	1,16%
Part communale			80,58	80,58	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,4500	54,00	54,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0536	6,25	6,43	2,88%
Collecte et dépollution des eaux usées			133,59	148,42	11,10%
Part autre(s) délégataire(s)			97,67	99,18	1,55%
Abonnement			25,81	26,21	1,55%
Consommation	120	0,6081	71,86	72,97	1,54%
Part communale			35,92	49,24	37,08%
Abonnement			10,00	10,00	0,00%
Consommation	120	0,3270	25,92	39,24	51,39%
Organismes publics et TVA			79,01	81,85	3,59%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2800	32,40	33,60	3,70%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1500	18,00	18,00	0,00%
TVA			28,61	30,25	5,73%
TOTAL € TTC			408,37	444,07	8,74%

BOURG SAINT ANDEOL	m ³	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
Production et distribution de l'eau			212,16	213,80	0,77%
Part délégataire			125,33	126,79	1,16%
Abonnement			42,06	42,55	1,17%
Consommation	120	0,7020	83,27	84,24	1,16%
Part communale			80,58	80,58	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,4500	54,00	54,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0536	6,25	6,43	2,88%
Collecte et dépollution des eaux usées			180,51	185,98	3,03%
Part autre(s) délégataire(s)			97,67	99,18	1,55%
Abonnement			25,81	26,21	1,55%
Consommation	120	0,6081	71,86	72,97	1,54%
Part communale			82,84	86,80	4,78%
Abonnement			10,00	10,00	0,00%
Consommation	120	0,6400	72,84	76,80	5,44%
Organismes publics et TVA			83,70	85,61	2,28%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2800	32,40	33,60	3,70%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1500	18,00	18,00	0,00%
TVA			33,30	34,01	2,13%
TOTAL € TTC			469,34	485,39	3,42%

GRAS	m ³	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
Production et distribution de l'eau			212,16	213,80	0,77%
Part délégataire			125,33	126,79	1,16%
Abonnement			42,06	42,55	1,17%
Consommation	120	0,7020	83,27	84,24	1,16%
Part communale			80,58	80,58	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,4500	54,00	54,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0536	6,25	6,43	2,88%
Collecte et dépollution des eaux usées			172,35	179,86	4,36%
Part autre(s) délégataire(s)			97,67	99,18	1,55%
Abonnement			25,81	26,21	1,55%
Consommation	120	0,6081	71,86	72,97	1,54%
Part communale			74,68	80,68	8,03%
Abonnement			10,00	10,00	0,00%
Consommation	120	0,5890	64,68	70,68	9,28%
Organismes publics et TVA			82,89	84,99	2,53%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2800	32,40	33,60	3,70%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1500	18,00	18,00	0,00%
TVA			32,49	33,39	2,77%
TOTAL € TTC			458,33	478,65	4,43%

LARNAS

	m ³	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
Production et distribution de l'eau			212,16	213,80	0,77%
Part délégataire			125,33	126,79	1,16%
Abonnement			42,06	42,55	1,17%
Consommation	120	0,7020	83,27	84,24	1,16%
Part communale			80,58	80,58	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,4500	54,00	54,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0536	6,25	6,43	2,88%
Collecte et dépollution des eaux usées			208,99	210,60	0,77%
Part autre(s) délégataire(s)			106,23	107,84	1,52%
Abonnement			16,15	16,40	1,55%
Consommation	120	0,7620	90,08	91,44	1,51%
Part communale			102,76	102,76	0,00%
Abonnement			10,00	10,00	0,00%
Consommation	120	0,7730	92,76	92,76	0,00%
Organismes publics et TVA			86,58	88,07	1,72%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2800	32,40	33,60	3,70%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1500	18,00	18,00	0,00%
TVA			36,18	36,47	0,80%
TOTAL € TTC			505,14	512,47	1,45%

SAINT JUST

	m ³	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
Production et distribution de l'eau			212,16	213,80	0,77%
Part délégataire			125,33	126,79	1,16%
Abonnement			42,06	42,55	1,17%
Consommation	120	0,7020	83,27	84,24	1,16%
Part communale			80,58	80,58	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,4500	54,00	54,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0536	6,25	6,43	2,88%
Collecte et dépollution des eaux usées			175,37	184,18	5,02%
Part autre(s) délégataire(s)			95,41	99,18	3,95%
Abonnement			25,81	26,21	1,55%
Consommation	120	0,6081	69,60	72,97	4,84%
Part communale			79,96	85,00	6,30%
Abonnement			10,00	10,00	0,00%
Consommation	120	0,6250	69,96	75,00	7,20%
Organismes publics et TVA			83,19	85,43	2,69%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2800	32,40	33,60	3,70%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1500	18,00	18,00	0,00%
TVA			32,79	33,83	3,17%
TOTAL € TTC			464,99	483,41	3,96%

SAINT MARCEL D'ARDECHE	m ³	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
Production et distribution de l'eau			212,16	213,80	0,77%
Part délégataire			125,33	126,79	1,16%
Abonnement			42,06	42,55	1,17%
Consommation	120	0,7020	83,27	84,24	1,16%
Part communale			80,58	80,58	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,4500	54,00	54,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0536	6,25	6,43	2,88%
Collecte et dépollution des eaux usées			171,53	180,19	5,05%
Part délégataire			65,17	65,79	0,95%
Abonnement			11,19	11,30	0,98%
Consommation	120	0,4541	53,98	54,49	0,94%
Part communale			106,36	114,40	7,56%
Abonnement			10,00	10,00	0,00%
Consommation	120	0,8700	96,36	104,40	8,34%
Organismes publics et TVA			82,80	85,03	2,69%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2800	32,40	33,60	3,70%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1500	18,00	18,00	0,00%
TVA			32,40	33,43	3,18%
TOTAL € TTC			458,57	479,02	4,46%

SAINT MARTIN D'ARDECHE	m ³	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
Production et distribution de l'eau			212,16	213,80	0,77%
Part délégataire			125,33	126,79	1,16%
Abonnement			42,06	42,55	1,17%
Consommation	120	0,7020	83,27	84,24	1,16%
Part communale			80,58	80,58	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,4500	54,00	54,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0536	6,25	6,43	2,88%
Collecte et dépollution des eaux usées			162,17	173,98	7,28%
Part autre(s) délégataire(s)			95,41	99,18	3,95%
Abonnement			25,81	26,21	1,55%
Consommation	120	0,6081	69,60	72,97	4,84%
Part communale			66,76	74,80	12,04%
Abonnement			10,00	10,00	0,00%
Consommation	120	0,5400	56,76	64,80	14,16%
Organismes publics et TVA			81,87	84,41	3,10%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2800	32,40	33,60	3,70%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1500	18,00	18,00	0,00%
TVA			31,47	32,81	4,26%
TOTAL € TTC			447,47	472,19	5,52%

SAINT MONTAN

	m ³	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
Production et distribution de l'eau			212,16	213,80	0,77%
Part délégataire			125,33	126,79	1,16%
Abonnement			42,06	42,55	1,17%
Consommation	120	0,7020	83,27	84,24	1,16%
Part communale			80,58	80,58	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,4500	54,00	54,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0536	6,25	6,43	2,88%
Collecte et dépollution des eaux usées			200,43	201,94	0,75%
Part autre(s) délégataire(s)			97,67	99,18	1,55%
Abonnement			25,81	26,21	1,55%
Consommation	120	0,6081	71,86	72,97	1,54%
Part communale			102,76	102,76	0,00%
Abonnement			10,00	10,00	0,00%
Consommation	120	0,7730	92,76	92,76	0,00%
Organismes publics et TVA			85,69	87,20	1,76%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2800	32,40	33,60	3,70%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1500	18,00	18,00	0,00%
TVA			35,29	35,60	0,88%
TOTAL € TTC			495,21	502,94	1,56%

VIVIERS	m ³	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
Production et distribution de l'eau			212,16	213,80	0,77%
Part délégataire			125,33	126,79	1,16%
Abonnement			42,06	42,55	1,17%
Consommation	120	0,7020	83,27	84,24	1,16%
Part communale			80,58	80,58	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,4500	54,00	54,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0536	6,25	6,43	2,88%
Collecte et dépollution des eaux usées			180,39	185,86	3,03%
Part autre(s) délégataire(s)			97,67	99,18	1,55%
Abonnement			25,81	26,21	1,55%
Consommation	120	0,6081	71,86	72,97	1,54%
Part communale			82,72	86,68	4,79%
Abonnement			10,00	10,00	0,00%
Consommation	120	0,6390	72,72	76,68	5,45%
Organismes publics et TVA			83,69	85,59	2,27%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2800	32,40	33,60	3,70%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1500	18,00	18,00	0,00%
TVA			33,29	33,99	2,10%
TOTAL € TTC			469,21	485,25	3,42%

6.2 Les données consommateurs par commune

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
BIDON						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	234	235	237	237	243	2,5%
Nombre d'abonnés (clients)	157	158	141	144	146	1,4%
Volume vendu (m3)	24 182	33 464	19 580	16 649	15 522	-6,8%
BOURG SAINT ANDEOL						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	7 462	7 453	7 367	7 328	7 278	-0,7%
Nombre d'abonnés (clients)	3 606	3 690	3 715	3 730	3 772	1,1%
Volume vendu (m3)	352 188	374 984	397 816	398 805	346 859	-13,0%
GRAS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	620	627	636	646	654	1,2%
Nombre d'abonnés (clients)	356	363	370	370	379	2,4%
Volume vendu (m3)	31 380	35 826	36 848	28 986	35 388	22,1%
LARNAS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	218	219	226	234	241	3,0%
Nombre d'abonnés (clients)	140	145	148	146	150	2,7%
Volume vendu (m3)	71 392	68 988	70 052	74 310	61 504	-17,2%
SAINT JUST						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 734	1 766	1 737	1 731	1 721	-0,6%
Nombre d'abonnés (clients)	777	790	787	798	797	-0,1%
Volume vendu (m3)	83 006	82 864	89 249	79 850	73 303	-8,2%
SAINT MARCEL D'ARDECHE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 518	2 518	2 476	2 461	2 443	-0,7%
Nombre d'abonnés (clients)	1 232	1 231	1 242	1 255	1 277	1,8%
Volume vendu (m3)	131 531	139 865	155 056	127 064	141 278	11,2%
SAINT MARTIN D'ARDECHE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	983	1 004	1 012	1 014	991	-2,3%
Nombre d'abonnés (clients)	645	652	661	667	677	1,5%
Volume vendu (m3)	90 125	94 489	96 326	105 653	77 228	-26,9%
SAINT MONTAN						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 911	1 940	1 962	1 958	1 942	-0,8%
Nombre d'abonnés (clients)	835	837	850	862	898	4,2%
Volume vendu (m3)	81 674	83 082	88 173	92 292	86 892	-5,9%
VIVIERS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	195	192	3 787	3 780	3 787	0,2%
Nombre d'abonnés (clients)	71	70	1 784	1 778	1 808	1,7%
Volume vendu (m3)	5 641	5 416	242 285	203 223	189 330	-6,8%

6.3 La qualité de l'eau

6.3.1 La ressource

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	18	18	26	26
Physico-chimique	1498	1498		

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes.

6.3.2 L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- ✓ les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- ✓ les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

→ Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	80	80	86	86	166	166
Physico-chimie	81	81	11	11	92	92

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Déléataire	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Déléataire
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ Conformité des paramètres analytiques

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité⁴ :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	160	160	172	172
Physico-chimique	1936	1936	11	11
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	320	320	258	257
Physico-chimique	1083	1059	273	270
Autres paramètres analysés				
Microbiologique				
Physico-chimique	1205			

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

6.3.3 Nombre de résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée par entités réseau

⁴ Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

PC - FORAGE BELIEURE

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	76.65	76.65	76.65	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	450	450	450	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7	7	2	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.01	7.01	7.01	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.06	7.06	7.06	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	36.9	36.9	36.9	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	40.81	40.81	40.81	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.23	0.23	0.23	1	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	16.4	16.45	16.5	2	°C	<= 25
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	141.2	141.2	141.2	1	mg/l	
Chlorures	10.6	10.6	10.6	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	735	735	735	1	µS/cm	
Conductivité à 25°C in situ	767	767	767	1	µS/cm	
Magnésium	13.4	13.4	13.4	1	mg/l	
Potassium	1.3	1.3	1.3	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	11	11	11	1	mg/l	
Sodium	6.8	6.8	6.8	1	mg/l	<= 200
Sulfates	37.6	37.6	37.6	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.3	0.3	0.3	1	mg/l C	<= 10
H2S Qualit.(0= RAS 1 présence)	0		0	1	Qualitatif	
Oxygène dissous	7.04	7.04	7.04	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	72.4	72.4	72.4	1	%sat.	>= 30
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	6	6	6	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Orthophosphates	0.05	0.05	0.05	1	mg/l PO4	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100

Baryum	0.057	0.057	0.057	1	mg/l	
Bore	33	33	33	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	200	200	200	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
Radon 222	0	0	0	1	mBq/l	
Chlore libre	0	0	0	1	mg/l	
Chlore total	0	0	0	1	mg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

PC - Forage de Gogne

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	<= 10000
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	80.03	80.03	80.03	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	447	447	447	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7	7	2	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.12	7.12	7.12	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	36.6	36.6	36.6	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	38.46	38.46	38.46	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.12	0.12	0.12	1	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	13.5	13.6	13.7	2	°C	<= 25
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	126.5	126.5	126.5	1	mg/l	
Chlorures	7.1	7.1	7.1	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	760	760	760	1	µS/cm	
Conductivité à 25°C in situ	755	755	755	1	µS/cm	
Magnésium	16.6	16.6	16.6	1	mg/l	
Potassium	4.7	4.7	4.7	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	10	10	10	1	mg/l	
Sodium	11.9	11.9	11.9	1	mg/l	<= 200
Sulfates	41.2	41.2	41.2	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.8	0.8	0.8	1	mg/l C	<= 10
H2S Qualit.(0= RAS 1 présence)	0		0	1	Qualitatif	
Oxygène dissous	3.18	3.18	3.18	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	32.2	32.2	32.2	1	%sat.	>= 30
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	7.1	7.1	7.1	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Orthophosphates	0.08	0.08	0.08	1	mg/l PO4	
Phosphore total (en P2O5)	0.023	0.023	0.023	1	mg/l P2O5	
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100

Baryum	0	0	0	1	mg/l	
Bore	101	101	101	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	60	60	60	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
Radon 222	4200	4200	4200	1	mBq/l	
Chlore libre	0	0	0	1	mg/l	
Chlore total	0	0	0	1	mg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

PC - Forages de Gérie

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	250		250	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	4		250	4	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	4		230	4	n/100ml	<= 10000
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0.05	0.05	0.05	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	70.44	70.44	70.44	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	398	398	398	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7	7	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.12	7.12	7.12	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.13	7.13	7.13	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	32.65	32.65	32.65	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	34.08	34.08	34.08	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.52	0.52	0.52	1	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	14.8	14.8	14.8	1	°C	<= 25
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	128.6	128.6	128.6	1	mg/l	
Chlorures	6.7	6.7	6.7	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	627	627	627	1	µS/cm	
Magnésium	4.7	4.7	4.7	1	mg/l	
Potassium	0.6	0.6	0.6	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	8.3	8.3	8.3	1	mg/l	
Sodium	3.7	3.7	3.7	1	mg/l	<= 200
Sulfates	13.3	13.3	13.3	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.5	0.5	0.5	1	mg/l C	<= 10
H2S Qualit.(0= RAS 1 présence)	0		0	1	Qualitatif	
Oxygène dissous	8.52	8.52	8.52	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	84.6	84.6	84.6	1	%sat.	>= 30
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	5.1	5.1	5.1	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Orthophosphates	0.05	0.05	0.05	1	mg/l PO4	
Phosphore total (en P2O5)	0.023	0.023	0.023	1	mg/l P2O5	
Hexachlorobutadiène	0.1	0.1	0.1	1	µg/l	<= 2
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100

Baryum	0.011	0.011	0.011	1	mg/l	
Bore	15	15	15	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0.1	0.1	0.1	1	µg/l	<= 5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0	0	0	1	mg/l	
Chlore total	0	0	0	1	mg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

PC - Puits du Fraou

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	2	n/100ml	
Bactéries Coliformes	0		0	3	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	3	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	79.09	79.09	79.09	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	447	447	447	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7	7	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.03	7.03	7.03	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.14	7.14	7.14	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	36.6	36.6	36.6	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	44.33	44.33	44.33	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.22	0.22	0.22	1	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	13.8	13.8	13.8	1	°C	<= 25
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	159.2	159.2	159.2	1	mg/l	
Chlorures	13.6	13.6	13.6	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	803	803	803	1	µS/cm	
Magnésium	11	11	11	1	mg/l	
Potassium	2	2	2	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	14	14	14	1	mg/l	
Sodium	8.6	8.6	8.6	1	mg/l	<= 200
Sulfates	74	74	74	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.8	0.8	0.8	1	mg/l C	<= 10
H2S Qualit.(0= RAS 1 présence)	0		0	1	Qualitatif	
Oxygène dissous	4.51	4.51	4.51	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	43.8	43.8	43.8	1	%sat.	>= 30
Atrazine déséthyl déisopropyl	0.034	0.034	0.034	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	9.3	9.3	9.3	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Orthophosphates	0.06	0.06	0.06	1	mg/l PO4	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	

Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Baryum	0.061	0.061	0.061	1	mg/l	
Bore	36	36	36	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	120	120	120	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0.034	0.034	0.034	1	µg/l	<= 5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0.19	0.19	0.19	1	mg/l	
Chlore total	0.24	0.24	0.24	1	mg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

PC - Puits La Piboulette

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	<= 10000

PC - Puits Les Marronniers

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		50	5	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		4	5	n/100ml	<= 10000
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	36.85	36.85	36.85	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	1		1	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	415	415	415	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.3	7.3	7.3	2	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.09	7.09	7.09	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.07	7.07	7.07	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	34	34	34	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	38.39	38.39	38.39	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.18	0.18	0.18	1	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	14.2	14.3	14.4	2	°C	<= 25
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	142.2	142.2	142.2	1	mg/l	
Chlorures	11.5	11.5	11.5	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	709	709	709	1	µS/cm	
Conductivité à 25°C in situ	730	730	730	1	µS/cm	
Magnésium	6.9	6.9	6.9	1	mg/l	
Potassium	1.6	1.6	1.6	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	14	14	14	1	mg/l	
Sodium	7.7	7.7	7.7	1	mg/l	<= 200
Sulfates	34.3	34.3	34.3	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.5	0.5	0.5	1	mg/l C	<= 10
H2S Qualit.(0= RAS 1 présence)	0		0	1	Qualitatif	
Oxygène dissous	8.53	8.53	8.53	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	83.8	83.8	83.8	1	%sat.	>= 30
Atrazine déséthyl déisopropyl	0.027	0.027	0.027	1	µg/l	<= 2
Déséthylatrazine	0.006	0.006	0.006	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	10	10	10	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Orthophosphates	0.07	0.07	0.07	1	mg/l PO4	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	

Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Baryum	0.05	0.05	0.05	1	mg/l	
Bore	26	26	26	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	70	70	70	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0.038	0.038	0.038	1	µg/l	<= 5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
Radon 222	21800	21800	21800	1	mBq/l	
Chlore libre	0	0	0	1	mg/l	
Chlore total	0	0	0	1	mg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	
Ethidimuron	0.005	0.005	0.005	1	µg/l	<= 2

PC - Puits St Nicolas

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	1		1	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	62.71	62.71	62.71	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	445	445	445	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.1	7.1	7.1	2	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.08	7.08	7.08	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.12	7.12	7.12	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	36.5	36.5	36.5	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	39.29	39.29	39.29	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.23	0.23	0.23	1	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	14.2	14.2	14.2	2	°C	<= 25
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	136.6	136.6	136.6	1	mg/l	
Chlorures	11.8	11.8	11.8	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	759	759	759	1	µS/cm	
Conductivité à 25°C in situ	760	760	760	1	µS/cm	
Magnésium	12.5	12.5	12.5	1	mg/l	
Potassium	2	2	2	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	12	12	12	1	mg/l	
Sodium	7.4	7.4	7.4	1	mg/l	<= 200
Sulfates	37.9	37.9	37.9	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.6	0.6	0.6	1	mg/l C	<= 10
H2S Qualit.(0= RAS 1 présence)	0		0	1	Qualitatif	
Oxygène dissous	2.91	2.91	2.91	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	29.4	29.4	29.4	1	%sat.	>= 30
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	6.3	6.3	6.3	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Orthophosphates	0.07	0.07	0.07	1	mg/l PO4	
Phosphore total (en P2O5)	0.046	0.046	0.046	1	mg/l P2O5	
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100

Baryum	0.06	0.06	0.06	1	mg/l	
Bore	32	32	32	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	180	180	180	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
Radon 222	23700	23700	23700	1	mBq/l	
Chlore libre	0	0	0	1	mg/l	
Chlore total	0	0	0	1	mg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

UP - RSV PRINCIPAL

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	5	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	5	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	5	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	5	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	5	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	5	n/100ml	= 0
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	2	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	2	µg/l	
Carbonates	0	0	0	5	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	30.71	34.68	38.65	2	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0		2	5	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	436	445.4	452	5	mg/l	
pH à température de l'eau	7.2	7.3	7.4	5	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.03	7.058	7.09	5	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.23	7.422	7.57	5	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	5	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	35.7	36.5	37.05	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	37.37	39.052	39.9	5	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Turbidité	0	0.13	0.23	5	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	14.2	15.38	16.6	5	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	2	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Calcium	127.6	134.08	136.7	5	mg/l	
Chlorures	11.1	11.58	11.9	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	715	740.8	770	5	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	12.6	13.44	13.9	5	mg/l	
Potassium	1.3	1.4	1.5	5	mg/l	
Sodium	6	6.98	7.9	5	mg/l	<= 200
Sulfates	37.2	37.72	38.9	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.3	0.42	0.7	5	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Nitrates	5.6	6.28	7.1	5	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	2	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.056	0.057	0.058	2	mg/l	<= 0.7
Bore	32	33	34	2	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Fluorures	180	180	180	2	µg/l	<= 1500

Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromochlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	
Dibromométhane	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	
Activité alpha totale	0.05	0.055	0.06	2	Bq/l	
Activité bêta due au K40	44	45.5	47	2	mBq/l	
Activité bêta résiduelle	0	0.024	0.048	2	Bq/l	
Activité bêta totale	0.07	0.08	0.09	2	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	2	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	2	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.35	0.396	0.45	5	mg/l	
Chlore total	0.4	0.432	0.47	5	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.55	0.745	0.94	2	µg/l	
Chloroforme	0	0.285	0.57	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.2	1.65	2.1	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.74	0.97	1.2	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	2.49	3.65	4.81	2	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	2	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	2	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	2	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	2	µg/l	
Styrène	0	0	0	2	µg/l	
Toluène	0	0	0	2	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	2	µg/l	

UP - Station de Gérige

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	13	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		5	13	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		1	13	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	13	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	13	n/100ml	= 0
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	3	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	3	µg/l	
Carbonates	0	0	0	6	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	35.25	46.04	59.03	3	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	6	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	387	401.667	418	6	mg/l	
pH à température de l'eau	7.1	7.183	7.3	6	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.1	7.13	7.17	6	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.18	7.257	7.32	6	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	6	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	31.75	32.942	34.25	6	°F	
Titre Hydrotimétrique	32.59	33.712	34.7	6	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Turbidité	0.14	0.267	0.49	6	NFU	<= 1
Turbidité Terrain	0.18	0.289	0.48	7	NFU	<= 1
Acrylamide	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	13	13.885	14.9	13	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	3	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	3	µg/l	<= 50
Calcium	124.6	128.983	133.2	6	mg/l	
Chlorures	7	7.717	8.4	6	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	598	635.833	697	6	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	2.9	3.567	4.7	6	mg/l	
Potassium	0.4	0.483	0.5	6	mg/l	
Sodium	3.9	4.217	4.4	6	mg/l	<= 200
Sulfates	10.6	12.983	14.2	6	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.6	0.814	1	7	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	6	mg/l	<= 0.1
Nitrates	3.4	4.65	6.1	6	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	6	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	3	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Baryum	0	0.008	0.012	3	mg/l	<= 0.7
Bore	0	4	12	3	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	3	µg/l	<= 50

Fluorures	0	30	90	3	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	3	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Bromochlorométhane	0	0	0	3	µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	3	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	3	µg/l	
Dibromométhane	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	3	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	3	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	3	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	3	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	3	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	3	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	3	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	3	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	3	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	3	µg/l	
Dichlorobenzamide-2,6	0	0.003	0.008	3	µg/l	<= 0.1
Pesticides totaux	0	0.003	0.008	3	µg/l	<= 0.5
Activité alpha totale	0	0	0	3	Bq/l	
Activité bêta due au K40	16	16	16	3	mBq/l	
Activité bêta résiduelle	0	0	0	3	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0.017	0.05	3	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	3	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	3	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.31	0.444	0.54	13	mg/l	
Chlore total	0.38	0.506	0.58	7	mg/l	
Bromates	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	3	µg/l	
Chloroforme	1.1	2.3	4.2	3	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.8	1.833	1.9	3	µg/l	
Dichloromonobromométhane	1.3	2.1	3.3	3	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	4.2	6.233	9.4	3	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	3	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	3	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	3	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	3	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	3	µg/l	
Styrène	0	0	0	3	µg/l	
Toluène	0	0	0	3	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	3	µg/l	

UP - Station de Gogne

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	1	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	5	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	5	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	5	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	5	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	5	n/100ml	= 0
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	1		1	1	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	431	431	431	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.5	7.5	7.5	1	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.21	7.21	7.21	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.64	7.64	7.64	1	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	35.35	35.35	35.35	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	36.13	36.13	36.13	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.32	0.32	0.32	1	NFU	<= 1
Turbidité Terrain	0.3	0.378	0.53	4	NFU	<= 1
Température de l'eau	10.2	12.76	17	5	°C	<= 25
Calcium	123.6	123.6	123.6	1	mg/l	
Chlorures	8.9	8.9	8.9	1	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	706	706	706	1	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	12.7	12.7	12.7	1	mg/l	
Potassium	5.1	5.1	5.1	1	mg/l	
Sodium	8.8	8.8	8.8	1	mg/l	<= 200
Sulfates	32	32	32	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	1.3	1.35	1.4	2	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 0.1
Nitrates	10	10	10	1	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.16	0.312	0.5	5	mg/l	
Chlore total	0.31	0.31	0.31	1	mg/l	

UP - Station du Fraou

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	2	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	8	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		1	8	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	8	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	8	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	8	n/100ml	= 0
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	5.24	5.24	5.24	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	169	309	449	2	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7.4	7.8	2	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.03	7.47	7.91	2	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.11	7.48	7.85	2	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	13.85	25.325	36.8	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	14.65	29.16	43.67	2	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0.12	0.275	0.43	2	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.17	0.24	0.36	6	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	11	13.088	14.9	8	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	53	104.45	155.9	2	mg/l	
Chlorures	6	10.05	14.1	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	311	562.5	814	2	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	3.4	7.4	11.4	2	mg/l	
Potassium	1.2	1.65	2.1	2	mg/l	
Sodium	5.3	6.9	8.5	2	mg/l	<= 200
Sulfates	12.4	43.7	75	2	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.5	0.9	1.3	4	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	6	7.65	9.3	2	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0.016	0.016	0.016	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.029	0.029	0.029	1	mg/l	<= 0.7
Bore	0	0	0	1	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50

Fluorures	110	110	110	1	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Anthraquinone	0.01	0.01	0.01	1	µg/l	<= 0.1
Pesticides totaux	0.01	0.01	0.01	1	µg/l	<= 0.5
Activité alpha totale	0.04	0.04	0.04	1	Bq/l	
Activité bêta due au K40	38	38	38	1	mBq/l	
Activité bêta résiduelle	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0.06	0.06	0.06	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.2	0.335	0.51	8	mg/l	
Chlore total	0.26	0.393	0.54	3	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	5.1	5.1	5.1	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.3	1.3	1.3	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	2.9	2.9	2.9	1	µg/l	
Trihalométhanés totaux (4)	9.3	9.3	9.3	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

UP - Station La Piboulette

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	5	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	11	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		11	11	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	11	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	11	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	11	n/100ml	= 0
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	2	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	2	µg/l	
Carbonates	0	0	0	5	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	3.46	3.57	3.68	2	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	5	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	127	148.4	156	5	mg/l	
pH à température de l'eau	7.8	7.82	7.9	5	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.85	7.912	7.95	5	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.79	7.868	7.94	5	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	5	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	10.45	12.16	12.75	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	11.32	12.618	13.47	5	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Turbidité	0.12	0.184	0.24	5	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.12	0.35	0.65	5	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	12.2	16.145	21.6	11	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	2	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Calcium	41	45.5	48.6	5	mg/l	
Chlorures	4.7	5.52	6.1	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	232	265.2	292	5	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	2.6	3.02	3.2	5	mg/l	
Potassium	1.1	1.2	1.3	5	mg/l	
Sodium	5.1	5.32	5.7	5	mg/l	<= 200
Sulfates	9.2	10.66	12.8	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.3	0.486	0.9	7	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Nitrates	1.6	4.22	8.5	5	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0.009	0.017	2	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.033	0.035	0.036	2	mg/l	<= 0.7
Bore	0	0	0	2	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50

Fluorures	70	75	80	2	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromochlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	
Dibromométhane	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	
Activité alpha totale	0	0.015	0.03	2	Bq/l	
Activité bêta due au K40	34	36	38	2	mBq/l	
Activité bêta résiduelle	0	0	0	2	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0.035	0.07	2	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	2	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	2	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.36	0.429	0.51	11	mg/l	
Chlore total	0.43	0.482	0.54	6	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	2	µg/l	
Chloroforme	1.3	1.75	2.2	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0.38	0.61	0.84	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.65	0.975	1.3	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	2.33	3.335	4.34	2	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	2	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	2	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	2	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	2	µg/l	
Styrène	0	0	0	2	µg/l	
Toluène	0	0	0	2	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	2	µg/l	

UP - Station Les Marronniers

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	2	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		12	7	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		13	7	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	7	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	7	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	= 0
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	59.32	59.32	59.32	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	406	410.5	415	2	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7.05	7.1	2	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.11	7.11	7.11	2	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.09	7.095	7.1	2	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	33.25	33.625	34	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	35.78	37.06	38.34	2	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0.13	0.46	0.79	2	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.12	0.274	0.4	5	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	13.4	14.029	14.7	7	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	132.9	137.45	142	2	mg/l	
Chlorures	13	13.25	13.5	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	630	690.5	751	2	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	6.2	6.55	6.9	2	mg/l	
Potassium	1.5	1.55	1.6	2	mg/l	
Sodium	8.1	8.25	8.4	2	mg/l	<= 200
Sulfates	32	33.05	34.1	2	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.8	0.85	1	4	mg/l C	<= 2
Atrazine déséthyl déisopropyl	0.022	0.022	0.022	1	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	9.4	10.25	11.1	2	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.053	0.053	0.053	1	mg/l	<= 0.7
Bore	27	27	27	1	µg/l	<= 1000

Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	60	60	60	1	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0.022	0.022	0.022	1	µg/l	<= 0.5
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta due au K40	50	50	50	1	mBq/l	
Activité bêta résiduelle	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0.08	0.08	0.08	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.22	0.393	0.77	7	mg/l	
Chlore total	0.38	0.585	0.79	2	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0.45	0.45	0.45	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0.45	0.45	0.45	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

ZD - BIDON-ST REMEZE

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	7	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		1	10	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		1	10	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	10	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	10	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	= 0
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0		2	7	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	7	7.329	7.7	7	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	6.9	7.064	7.25	7	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.11	7.366	7.65	7	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	31.3	33.264	35.4	7	°F	
Titre Hydrotimétrique	33.39	35.263	41.74	6	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	7	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	7	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	7	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	7	Qualitatif	
Turbidité	0	0.207	0.43	7	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.24	0.497	0.85	3	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	9.5	17.13	24.1	10	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Calcium	121.9	131.143	150.5	7	mg/l	
Chlorures	7.4	8.857	13.4	7	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	617	660.286	763	7	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	3.1	4.8	10	7	mg/l	
Potassium	0.5	0.771	2	7	mg/l	
Sodium	3.9	4.9	7.8	7	mg/l	<= 200
Sulfates	10.6	20.386	63	7	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0	0	7	mg/l	<= 0.1
Nitrates	4.1	4.7	5.1	7	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1

Chlore libre	0.04	0.181	0.45	10	mg/l	
Chlore total	0.05	0.239	0.46	8	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	8.2	8.2	8.2	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	3.1	3.1	3.1	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	5.9	5.9	5.9	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	17.2	17.2	17.2	1	µg/l	<= 100

ZD - BSA Bourg Saint Andéol

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	12	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		12	38	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		56	38	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	38	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	38	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	38	n/100ml	= 0
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0		2	12	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	7.1	7.25	7.6	12	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	6.95	7.108	7.26	12	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.22	7.329	7.66	12	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	30.15	32.663	34.55	12	°F	
Titre Hydrotimétrique	30.84	33.562	35.89	10	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Turbidité	0.11	0.293	0.96	12	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.18	0.328	1.2	25	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	10.1	16.784	25.5	38	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	2	µg/l	<= 200
Calcium	118.1	128.308	136.4	12	mg/l	
Chlorures	6.5	8.167	10	12	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	575	634.083	688	12	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	2.7	3.942	5.5	12	mg/l	
Potassium	0.4	0.625	0.9	12	mg/l	
Sodium	3.1	4.467	5.8	12	mg/l	<= 200
Sulfates	10.9	15.217	21.2	12	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0	0	12	mg/l	<= 0.1
Nitrates	3.5	5.092	7.6	12	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0	0.007	0.014	2	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	2	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	2	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0.036	0.041	0.045	2	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0.036	0.041	0.045	2	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1

Chlore libre	0.04	0.214	0.5	38	mg/l	
Chlore total	0.05	0.249	0.64	14	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0.85	1.7	2	µg/l	
Chloroforme	3.1	8.55	14	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	2.4	3.5	4.6	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	4.2	5.05	5.9	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	13.6	17.95	22.3	2	µg/l	<= 100

ZD - HAMEAUX GOGNE (1 abonné)

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	4	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		1	7	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		1	7	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	7	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	7	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	= 0
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0		2	4	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	7	7.175	7.4	4	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	6.98	7.023	7.09	4	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.08	7.243	7.41	4	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	35.45	36.05	37.05	4	°F	
Titre Hydrotimétrique	35.89	37.18	38.36	4	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Turbidité	0.17	0.225	0.34	4	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.45	0.463	0.49	3	NFU	<= 2
Température de l'eau	10	16.371	20.5	7	°C	<= 25
Calcium	119.2	123.45	127.6	4	mg/l	
Chlorures	7.8	8.15	8.7	4	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	717	760.5	807	4	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	12.9	15.35	18	4	mg/l	
Potassium	4.3	4.85	5.4	4	mg/l	
Sodium	8.8	10.425	12.8	4	mg/l	<= 200
Sulfates	33.2	44	63	4	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Nitrates	6.2	7.65	9.1	4	mg/l	<= 50
Chlore libre	0.1	0.29	0.59	7	mg/l	
Chlore total	0.16	0.368	0.63	4	mg/l	

ZD - SI-BSA Larnas Gras

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	3	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	16	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		11	16	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	16	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	16	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	16	n/100ml	= 0
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0		0	3	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	7.3	7.433	7.7	3	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	6.93	7.007	7.1	3	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.43	7.567	7.68	3	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	32.05	32.917	33.4	3	°F	
Titre Hydrotimétrique	32.99	33.993	34.96	3	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Turbidité	0.17	0.177	0.19	3	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.19	0.269	0.4	12	NFU	<= 2
Température de l'eau	10.2	16.781	23	16	°C	<= 25
Calcium	126.2	128.733	132.1	3	mg/l	
Chlorures	8.6	9.867	10.6	3	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	613	651	674	3	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	3.5	4.4	5	3	mg/l	
Potassium	0.5	0.867	1.2	3	mg/l	
Sodium	4.7	5.767	6.3	3	mg/l	<= 200
Sulfates	13.4	18.067	21.5	3	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0	0	3	mg/l	<= 0.1
Nitrates	4.2	5.733	6.6	3	mg/l	<= 50
Chlore libre	0.1	0.278	0.46	16	mg/l	
Chlore total	0.15	0.313	0.49	4	mg/l	

ZD - SI-BSA réseau Sud

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	23	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	36	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		8	36	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	36	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	36	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	36	n/100ml	= 0
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0		3	23	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	7.1	7.63	7.9	23	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	6.82	7.493	8.16	23	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.09	7.677	8.02	23	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	10.25	21.587	38.05	23	°F	
Titre Hydrotimétrique	10.33	23.685	45.68	20	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	23	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	23	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	23	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	23	Qualitatif	
Turbidité	0	0.151	0.34	23	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.1	0.301	0.85	13	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	8.6	18.108	28.6	37	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	3	µg/l	<= 200
Calcium	37.2	86.191	163.3	23	mg/l	
Chlorures	5	8.226	16.3	23	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	228	470.217	903	23	µS/cm	[200 - 1200]
Conductivité à 25°C in situ	271	271	271	1	µS/cm	<= 1100
Magnésium	2.5	5.122	11.8	23	mg/l	
Potassium	0.5	1.365	2.1	23	mg/l	
Sodium	3	6.026	8.8	23	mg/l	<= 200
Sulfates	8.6	26.417	81	23	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0	0	23	mg/l	<= 0.1
Nitrates	1	5.03	11	23	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	3	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0	0.012	0.019	3	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	3	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	3	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	3	µg/l	<= 50
Cuivre	0.064	0.064	0.064	1	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Plomb	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	3	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0.001	0.001	3	µg/l	<= 0.1

Fluoranthène	0.005	0.024	0.044	3	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0.001	0.001	3	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0.005	0.024	0.045	3	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.03	0.245	0.5	37	mg/l	
Chlore total	0.07	0.275	0.52	27	mg/l	
Bromates	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0.333	1	3	µg/l	
Chloroforme	0.62	2.44	3.6	3	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.3	1.767	2.7	3	µg/l	
Dichloromonobromométhane	1.6	2.1	2.5	3	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	5.92	6.64	7.4	3	µg/l	<= 100

ZD - VIVIERS VILLE

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	10	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	10	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		60	10	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	10	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	10	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	= 0
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0		2	10	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	7.2	7.31	7.4	10	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	6.94	7.062	7.41	10	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.35	7.412	7.51	10	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	33.5	36.375	37.1	10	°F	
Titre Hydrotimétrique	17.11	36.525	40.99	8	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	10	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	10	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	10	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	10	Qualitatif	
Turbidité	0.12	0.2	0.48	10	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	12.4	16.5	19.6	10	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	2	µg/l	<= 200
Calcium	58.9	128.1	140.1	10	mg/l	
Chlorures	10.7	11.48	12.1	10	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	724	751.2	784	10	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	5.8	12.7	14.5	10	mg/l	
Potassium	0.7	1.34	1.6	10	mg/l	
Sodium	6.4	17.75	115	10	mg/l	<= 200
Sulfates	37.2	37.85	38.7	10	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0	0	10	mg/l	<= 0.1
Nitrates	5.4	6.07	7	10	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0	0	0	2	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	2	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	2	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0.025	0.033	0.04	2	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0.025	0.033	0.04	2	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.11	0.276	0.39	10	mg/l	

Chlore total	0.14	0.313	0.42	10	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.92	1.01	1.1	2	µg/l	
Chloroforme	0	0.38	0.76	2	µg/l	
Dibromomono-chlorométhane	1.7	2.05	2.4	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	1.1	1.35	1.6	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	3.72	4.79	5.86	2	µg/l	<= 100

6.4 Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Installation de production

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
STATION DE FRAOU ST MARCEL						
Energie relevée consommée (kWh)	97 701	86 686	113 908	98 310	91 388	-7,0%
Energie facturée consommée (kWh)	97 701	84 802	113 908	98 310	91 388	-7,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)	681	712	681	685	689	0,6%
Volume produit refoulé (m3)	143 503	121 714	167 202	143 532	132 590	-7,6%
STATION DE GERIGE						
Energie relevée consommée (kWh)	553 561	654 446	698 347			
Energie facturée consommée (kWh)	553 561	650 978	698 347			
Consommation spécifique (Wh/m3)	850	807	783			
Volume produit refoulé (m3)	651 473	811 316	892 079	902 474	886 523	-1,8%
STATION DE GOGNE						
Energie facturée consommée (kWh)	1 825	2 558	2 773			
Volume produit refoulé (m3)	3 191	1 496	2 188	1 725	1 443	-16,3%
STATION DES MARRONNIERS						
Energie facturée consommée (kWh)	-2 556	20 225		35 109	32 698	-6,9%
Volume produit refoulé (m3)	303 608	175 046	145 397	173 140	128 040	-26,0%
STATION LA PIBOULETTE						
Energie relevée consommée (kWh)	222 013	215 495	223 404			
Energie facturée consommée (kWh)	222 013	217 387	223 404			
Consommation spécifique (Wh/m3)	877	862	852			
Volume produit refoulé (m3)	253 120	250 059	262 219	315 686	301 775	-4,4%
UPR BELIEURE						
Energie relevée consommée (kWh)				92 077	152 105	65,2%
Energie facturée consommée (kWh)				92 077	152 105	65,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)				317	532	67,8%
Volume produit refoulé (m3)			331 169	290 904	285 919	-1,7%
UPR Iles Saint Nicolas						
Energie relevée consommée (kWh)				7 629	32 649	328,0%
Energie facturée consommée (kWh)				7 629	32 649	328,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)				397	494	24,4%
Volume produit refoulé (m3)			25 316	19 221	66 132	244,1%

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
REPRISE DE GALIBERT						
Energie relevée consommée (kWh)	234 158	287 623	312 454	330 123	306 219	-7,2%
Energie facturée consommée (kWh)	234 158	285 926	312 454	330 123	306 219	-7,2%
REPRISE DE PAROT						
Energie facturée consommée (kWh)	13 243	7 748	17 009	21 585	15 111	-30,0%
REPRISE FONTGRAND						
Energie relevée consommée (kWh)	52 395		60 484	66 940	77 366	15,6%
Energie facturée consommée (kWh)	52 395	74 224	60 484	66 940	77 366	15,6%
REPRISE SERRE DU BOUC						
Energie relevée consommée (kWh)	115 826	137 977	140 051	150 514	143 368	-4,7%
Energie facturée consommée (kWh)	115 826	135 181	140 051	150 514	143 368	-4,7%

Réservoir ou château d'eau

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Réservoir Gérige - BSA						
Energie relevée consommée (kWh)				736 924	742 135	0,7%
Energie facturée consommée (kWh)				736 924	742 135	0,7%
Réservoir La Begude - St Marcel						
Energie facturée consommée (kWh)	156	250	231	215	214	-0,5%
Réservoir La Morelle - BSA						
Energie facturée consommée (kWh)	500	765	150	286	518	81,1%
Réservoir La Rochette - BSA						
Energie facturée consommée (kWh)	166	169	169	182	175	-3,8%
Réservoir Les Alliberts St Mart						
Energie facturée consommée (kWh)	44	92	-23	32	27	-15,6%
Réservoir Relais TV - BSA						
Energie facturée consommée (kWh)	244	209	209	207	251	21,3%
Réservoir St Joseph - St Marcel						
Energie facturée consommée (kWh)	228	181	198	182	187	2,7%

Autres installations eau

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Bâche de Gogne - Gras						
Energie facturée consommée (kWh)				2 277	1 432	-37,1%
Bâche La Piboulette - St Martin						
Energie relevée consommée (kWh)				200 712	176 852	-11,9%
Energie facturée consommée (kWh)				200 712	176 852	-11,9%

6.5 Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

INTRODUCTION GENERALE

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégitaire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2020 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

ORGANISATION DE LA SOCIETE AU SEIN DE LA REGION ET DE VEOLIA EAU FRANCE

L'organisation de la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Centre-Est de Veolia Eau (groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, construite depuis 2018 selon une logique « gLocale » dans le cadre du projet d'entreprise « Osons 20/20 », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 66 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

FAITS MARQUANTS

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur. Quelques actions complémentaires ont eu lieu en 2020 pour achever ce déploiement et, à ce titre, des coûts de restructuration, par nature exceptionnels, ont été engendrés et répartis entre les contrats de la Société

Changement de modalité de répartition des charges indirectes liées à la fonction consommateurs

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphoniques des consommateurs.

Ces plateformes sont désormais totalement opérationnelles et disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée.

En pratique, à compter du 1^{er} janvier 2020 (et sans retraitements rétrospectifs des CARE 2019):

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n – en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m3 assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote part des coûts ci-dessus selon les règles ci dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place: le contrat assainissement supporte alors la quote part conventionnelle des coûts consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

PRODUITS

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice , une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante . Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

CHARGES

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées).

CHARGES EXCLUSIVEMENT IMPUTABLES AU CONTRAT

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation ,
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

→ *Dépenses courantes d'exploitation*

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1^{er} janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Électricité est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée.

→ *Charges calculées*

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 2 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

✓ Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

✓ Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

✓ Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

✓ Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

✓ Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

✓ **Impact des avances remboursables à taux zéro**

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

✓ **Investissements du domaine privé**

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

→ **Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

→ **Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2020 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises réalisant moins de 250 M€ de CA (28%), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

CHARGES REPARTIES

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

→ **Principe de répartition**

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Produits & Cash et RC360. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

→ *Prise en compte des frais centraux*

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

AUTRES CHARGES

→ *Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)*

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

→ *Participation des salariés aux résultats de l'entreprise*

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2020 au titre de l'exercice 2019.

AUTRES INFORMATIONS

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Produits & Cash et RC360. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2020 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2021.

Notes :

1. Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.
2. C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.
3. L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:
 - le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,
 - la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.
4. Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990

Cyril CHASSAGNARD
Directeur Régional – Centre-Est

→ *Avis des commissaires aux comptes*

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.6 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



Certificat
Certificate

N° 2015/69288.4

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2011

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN
572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / List of certified locations on the following pages

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-11

Jusqu'au
until

2021-08-20

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

This certificate is electronically signed. It constitutes an original electronic document with probatory value. The company is certified according to ISO 50001:2011. Certification of Environmental Management, Production Management, and Quality Management. AFNOR Certification (AFNOR) is a member of the AFNOR group. AFNOR is a registered trademark. ISO 9001:2015



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liens complémentaires des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue le original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Placez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Leu le-certificate électronique, consultable sur www.afnor.org, tel que en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at www.afnor.org, issued in real time that the certification of the organization.
AFNOR Certification est membre de l'ISO 9001:2015. Certification de l'organisme de management, service clientèle sur service@afnor.org.
AFNOR Certification est membre de l'AFNOR. AFNOR est un organisme de certification. ISO 9001:2015.



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Read the official electronic certificate on www.afnor.org or by scanning the QR code. The electronic certificate only, available at www.afnor.org
afnor is not liable for the content of the company's website. AFNOR Certification is not responsible for the content of the company's website. AFNOR Certification is not responsible for the content of the company's website. AFNOR Certification is not responsible for the content of the company's website.

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T: +33 (0)1 41 62 80 00 - F: +33 (0)1 49 17 80 00
SAS au capital de 18 167 000 € - 475 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.7 Actualité réglementaire 2020

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Crise sanitaire

A partir de mi-mars 2020, l'actualité réglementaire quel que soit le domaine a été fortement marquée par les mesures d'adaptation à la situation de crise sanitaire.

Deux ordonnances du 25 mars 2020 ont particulièrement impacté le fonctionnement des services d'eau et d'assainissement ; à savoir, d'une part l'ordonnance 2020- 306 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures et, d'autre part l'ordonnance 2020-319 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation des contrats de la commande publique.

De très nombreux textes d'application sont venus compléter voire modifier à diverses reprises le dispositif :

- certains comme les décrets 2020-383 du 1^{er} avril 2020 et 2020-453 du 21 avril 2020 pour instaurer des dérogations au principe de suspension des délais en matière de contrôle des ICPE ou d'autosurveillance des installations,
- d'autres tels que le décret 2020- 893 du 22 juillet 2020 pour assouplir temporairement, jusqu'au 10 juillet 2021, les règles applicables aux marchés publics de travaux en autorisant leur passation sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsque leur valeur estimée est inférieure à 70 000€HT, ou encore le décret 2020-1261 du 15 octobre 2020 pour pérenniser la suppression du plafonnement des avances dans les marchés publics.

Enfin d'autres textes plus sectoriels ont assoupli certains délais réglementaires; notamment, l'arrêté du 17 juin 2020 (JO du 20 juin 2020) qui a neutralisé le contrôle des compteurs d'eau froide du fait de l'impossibilité d'accès aux compteurs situés en partie privative pendant la période de confinement.

Plan de relance / Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)

L'instruction du 30 juillet 2020 relative à la part exceptionnelle de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et à l'accompagnement de la relance dans les territoires, à destination des préfets et des services déconcentrés de l'Etat, préfigure les dispositions du plan de relance annoncé à l'automne 2020. Cette instruction vise à faire part des orientations de la mobilisation de cette dotation. En 2020, les projets traitant de la résilience sanitaire sont rendus éligibles à la DSIL. Cette thématique recouvre notamment des opérations en matière de santé publique et de mise aux normes des équipements sanitaires ou les travaux sur les réseaux d'assainissement.

Subventions d'investissement

Le décret 2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L. 1111-11 du code général des collectivités territoriales précise les modalités d'affichage des organismes 'subventionneurs' et du plan de financement lors d'une opération d'exécution d'une opération subventionnée.

Services publics locaux

Commande publique

La loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite "ASAP", modifie certaines dispositions applicables à la commande publique. Elle ajoute en particulier le motif d'intérêt général à ceux pouvant justifier la passation d'un marché sans publicité ni mise en concurrence. Un décret doit définir la notion de "motif d'intérêt général".

Elle étend par ailleurs un dispositif en faveur de l'accès des PME à la commande publique, initialement prévu pour les marchés de partenariat, aux marchés globaux (marchés de conception-réalisation, marchés globaux de performance, marchés globaux sectoriels) dont une part minimale devra être réservée à ces entreprises et aux artisans.

Pérennisant les dispositifs mis en oeuvre pendant la première période d'état d'urgence sanitaire, l'article 132 de la loi crée dans le code de la commande publique une sous-section « règles applicables en cas de circonstances exceptionnelles » visant à assouplir les règles tant au bénéfice des acheteurs publics que de leurs cocontractants en cas de circonstances exceptionnelles.

Enfin, la loi ASAP prévoit les conditions auxquelles, jusqu'au 31 décembre 2022 inclus, les acheteurs peuvent conclure un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT.

Economie circulaire et lutte contre le gaspillage

La loi 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite "AGEC", comporte un ensemble de dispositions relatives aux services d'eau et d'assainissement qui visent à renforcer l'usage raisonné de la ressource hydrique.

En particulier, les articles 69 et 70 tendent à favoriser l'usage des eaux usées traitées et des eaux de pluie comme ressource « non-conventionnelle » en substitution de l'eau potable. Les cas échéant, ces dispositions seront précisées par décret dans le respect des risques sanitaires et le respect du bon état écologique des cours d'eau. Par exemple, un décret précisera les critères de consommation en eau potable que les constructions nouvelles devront satisfaire dès 2023 pour répondre aux exigences de performances environnementales des bâtiments.

Concernant la réutilisation des eaux usées traitées, les dispositions de la loi AGEC s'inscrivent en cohérence avec le Règlement Européen 2020/741 du 25 mai 2020 (JOUE du 5 juin 2020) relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau qui porte exclusivement sur la réutilisation à des fins d'irrigation agricole.

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la loi AGEC stipule que les établissements recevant du public seront tenus d'être équipés d'au moins une fontaine d'eau potable accessible au public, lorsque cette installation est réalisable dans des conditions raisonnables. Le décret 2020-1724 du 28 décembre 2020 en précise la mise en oeuvre.

Information relative à l'environnement

Dans la circulaire du 11 mai 2020 relative à la mise en oeuvre des dispositions régissant le droit d'accès à l'information relative à l'environnement, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire rappelle aux préfets et à différents établissements publics l'importance du droit d'accès à l'information relative à l'environnement.

Cette circulaire fait suite à la mise en demeure de la France par la Commission Européenne dans le cadre de l'application de la Directive Européenne 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

Travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 17 juillet 2020 (JO du 2 août 2020) fixe, pour l'année 2020, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Instruction budgétaire et comptable

L'arrêté du 17 décembre 2020 (JO du 29 décembre 2020) relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 4 applicable aux services publics industriels et commerciaux modifie cette instruction qui se décline en plusieurs versions, dont l'instruction M49 pour les services d'eau potable et d'assainissement.

Par ailleurs, le décret 2020-1791 et un arrêté du 30 décembre 2020 (JO du 31 décembre 2020) dressent la liste des comptes assujettis à la M49 bénéficiant de l'automatisation de la gestion du fonds de compensation pour la TVA.

Service public de l'eau

Directive cadre eau potable

La Directive (UE) 2020/2184, publiée le 23 décembre 2020, est entrée en vigueur le 12 janvier 2021 et doit être transposée en droit interne des différents Etats membres dans un délai de deux ans. Elle procède à la refonte de la Directive 98/83/CE du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Les principales thématiques développées sont, outre l'accès à l'eau pour tous et la promotion de l'eau du robinet, un renforcement des exigences en matière de contrôle de la qualité de l'eau avec l'ajout notamment de nouveaux paramètres et le contrôle des matériaux en contact avec l'eau, la mise à disposition des abonnés d'une information adaptée (factures, applications, site internet) sur la qualité de l'eau et des programmes de surveillance de cette qualité appliqués à toutes les eaux.

Préservation de la ressource en eau

Le décret n° 2020-1762 du 30 décembre 2020 relatif à la contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau vient encadrer la mission non obligatoire de gestion et de préservation de la ressource des services d'eau potable. Ainsi, les services qui assurent tout ou partie du prélèvement en eau utilisée pour l'alimentation en eau potable pourront contribuer au maintien ou à la préservation de la ressource en eau par l'intermédiaire d'un plan d'action dont les mesures seront définies avec les acteurs du territoire concerné.

Captages d'eau potable

L'instruction du Gouvernement du 5 février 2020 relative à la protection des ressources en eau des captages prioritaires utilisés pour la production d'eau destinée à la consommation humaine vise à mobiliser les services de l'État et ses établissements publics pour l'accompagnement des territoires dans la protection des ressources des captages prioritaires utilisés pour la production d'eau potable contre les pollutions par les nitrates et les produits phytosanitaires. Cette instruction s'inscrit dans la continuité des Assises de l'eau et actualise le cadre d'intervention des services de l'Etat et des collectivités.

L'article 61 de la loi 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé a introduit une disposition visant à simplifier la procédure d'instauration et/ou de renouvellement des périmètres de protection des captages d'eau potable, pour les captages dont le débit est inférieur à 100 m3/j. L'arrêté du 6 août 2020 (JO du 9 août 2020) précise le cadre pour cette simplification. Notamment, l'arrêté fixe les critères physico-chimique et microbiologique qui permettent d'accéder à cette simplification. Il impose également une stabilité de la qualité de l'eau prélevée.

Divers ajustements réglementaires sur les Eaux Destinées à la Consommation Humaine

Le décret 2020-1094 du 27 août 2020 relatif à la sécurité sanitaire des eaux et des aliments traite principalement de l'utilisation de « l'eau de mer propre ».

Toutefois, ce décret, comprend également un ensemble de dispositions ponctuelles et d'ajustements ou précisions réglementaires diverses portant sur l'eau potable destinée à la consommation humaine.

Ces dispositions portent entre autres sur les modalités d'autorisation temporaire pour l'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, les modalités de mise sur le marché d'un produit ou d'un procédé de nettoyage et de désinfection des installations dont les composants ne figurent pas dans la liste arrêtée par les ministres compétents.

Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)

Méthodes d'analyse et conditions d'agrément des laboratoires

L'arrêté du 6 avril 2020 (JO du 23 avril 2020) modifie l'arrêté du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux. Cet arrêté précise les conditions d'agrément pour le mesurage du radon-222 dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine. A compter du 1 janvier 2021, ces laboratoires seront agréés par l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN).

Gestion des non-conformités dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 modifie l'instruction no DGS/EA4/2012/366 du 18 octobre 2012 relative au chlorure de vinyle monomère dans l'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport à la précédente instruction d'octobre 2012, l'instruction d'avril 2020 positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Ainsi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».

En cas de dépassements de la limite de qualité, l'instruction du 29 avril 2020 modifie aussi les délais impartis pour rétablir la qualité de l'eau en fonction des concentrations observées en CVM. Pour autant, cette nouvelle instruction préconise comme prioritaire la mise en œuvre de solutions définitives, fondées essentiellement sur le remplacement des canalisations, plutôt que le recours aux purges (solution considérée non-pérenne).

Traitement des eaux destinées à la consommation humaine.

Deux avis publiés au JO du 19 mars 2020 viennent préciser les caractéristiques et exigences de technologies de traitement des eaux destinées à la consommation humaine : le premier avis porte sur les réacteurs équipés de lampes à rayonnement ultraviolet utilisés en désinfection de l'eau et le second sur les modules de filtration membranaire.

Matériaux en contact avec des eaux destinées à la consommation humaine.

L'arrêté du 25 juin 2020 (JO du 28 juin 2020) relatif aux matériaux et produits métalliques destinés aux installations de production, de distribution et de conditionnement qui entrent en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine actualise la liste des compositions autorisées pour les matériaux et objets métalliques en contact avec l'eau potable. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre de la révision de la Directive eau potable (adoptée depuis, le 16 décembre 2020) qui demande aux États membres que les substances et matériaux utilisés pour préparer et distribuer l'eau ne présentent pas de risque sanitaire pour le consommateur. Il fixe les dispositions pour y répondre, actualise l'inventaire des matériaux et produits métalliques permis et intègre, dans la réglementation française, la liste des alliages autorisés établie par un groupe de travail coopératif européen de quatre États membres (dont la France).

L'arrêté du 24 juillet 2020 (JO du 5 août 2020) actualise la liste des alliages métalliques sur lesquels un revêtement en étain peut être appliqué. Cet arrêté concerne les matériaux et objets utilisés pour la production, la distribution et le conditionnement d'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport au précédent arrêté du 18 janvier 2018, cette liste est complétée de quatre nouveaux alliages à base de cuivre.

Contrôle des compteurs en service

L'arrêté du 26 août 2020 (JO du 30 août 2020) relatif aux instruments de mesure est pris en application du décret 2020-67 du 30 janvier 2020 relatif à la déconcentration des décisions administratives. Cet arrêté transfère aux préfets de département la vérification des instruments de mesure qui relevait précédemment du service de la métrologie légale du ministère de l'industrie.

Réseaux intérieurs

Le décret n° 2020-1711 du 24 décembre 2020 relatif à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations indique que les équipements de production et de distribution d'eau chaude et d'eau froide ainsi que les canalisations d'évacuation d'eaux usées et d'eaux pluviales contribuent à la sécurité et la salubrité des immeubles. A ce titre, le décret précise comment 'la police des immeubles' est en mesure de pouvoir remédier à tout défaut dans leur fonctionnement.

Biodiversité et Qualité des milieux

Mise à jour des SDAGE pour la période 2022 – 2027

Conformément à la Directive Cadre sur l'Eau, les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) constituent des documents de planification des politiques de l'eau à l'échelle des six grands bassins hydrologiques métropolitains. Ces documents sont révisés tous les six ans. En 2020, différents textes réglementaires sont venus encadrer les conditions de mises en œuvre de la révision des SDAGE pour la période 2022-2027.

Ainsi, la note technique du 3 mars 2020 relative à la mise à jour des SDAGE et des programmes de mesures associés pour le troisième cycle de gestion de la directive cadre sur l'eau attire la vigilance des préfets coordonnateurs de bassins, sur les points importants à considérer pour leur élaboration par les comités de bassins, et sur les échéances à respecter, en vue de procéder à leur adoption dès avant le 22 décembre 2021.

L'arrêté du 2 avril 2020 (JO du 6 mai 2020) modifie l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux. Notamment, cet arrêté précise que, désormais, le projet de SDAGE est mis à la disposition du public et non plus soumis à sa consultation. Cet arrêté précise également la liste des documents constitutifs du SDAGE qui seront mis à disposition du public.

Enfin, la note technique du 29 septembre 2020 relative aux objectifs nationaux de réduction des émissions, rejets et pertes de substances dangereuses dans les eaux de surface et à leur déclinaison dans les SDAGE 2022-2027 précise les objectifs de réduction des rejets de substances dangereuses vers les eaux de surface à inscrire dans les Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) tels que prévus au code de l'environnement (article R.212.9).

Surveillance des milieux aquatiques

Dans sa Décision d'Exécution 2020/1161 du 4 août 2020 (JOUE du 6 août 2020), la Commission Européenne procède à l'actualisation de la liste des polluants à surveiller dans les milieux aquatiques. Cette liste rassemble les substances hautement toxiques mais pour lesquelles des données de surveillance sont insuffisantes pour déterminer le risque réel. Cette liste est ainsi complétée de seize nouvelles substances portant celle-ci à 19 substances.

6.8 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonnés domestiques ou assimilés :

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m³/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m³/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m³/consommateur/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ✓ 0 % : aucune action ;
- ✓ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ✓ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ✓ 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- ✓ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ✓ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- ✓ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m³/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- ✓ Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ✓ ILC : Indice Linéaire de Consommation (m³/j/km) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;

- ✓ A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm³/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de mensualisation :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de prélèvement :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✓ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ✓ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique.

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✓ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ✓ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

6.9 Attestations d'assurances

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX,
Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**
21 rue la Boétie
75008 Paris.

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » portant les numéros **2021/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC**, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4, Ireland ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **FR00019007PR** et **FR00019008PR** émises par **XL Insurance Company SE**, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie),

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evénements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2021** jusqu'au **31 Décembre 2021**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 4Jan vier 2021



Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218421** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)

10 000 000 EUR Par sinistre

Responsabilité Civile Produits / Après-Livraison / Réception de travaux / Responsabilité Civile Professionnelle

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)

10 000 000 EUR Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

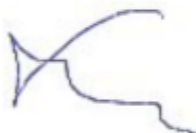
Période d'assurance du 01/01/2021 au 31/12/2021

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

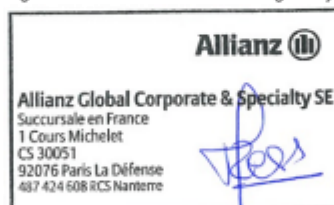
Fait à Paris La Défense, le 20/11/2020

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :



Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218521** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incombent du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

GARANTIES DE BASE :

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT

10 000 000 EUR

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période de la police du 01/01/2021 au 31/12/2021 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

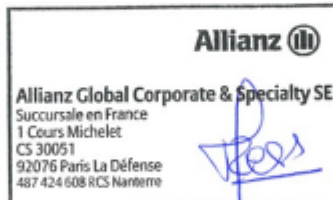
Fait à Paris La Défense, le 23/11/2020

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :





Notre référence à rappeler dans toute correspondance :	
N° ASSURE : F18746E N° CONTRAT : 1351.001/ 2 85834 N° SIREN : 572 025 526	
Pour tout renseignement contacter : SMA SA Grands Comptes Entreprises 8 rue Louis Armand CS 71201 75738 Paris Cedex 15 Tél. : 01.40.59.70.00 Fax : 01.40.59.70.57	VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX 21, rue La Boétie 75008 PARIS

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2021 au 31/12/2021

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
 - Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
 - Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
 - Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
 - Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
 - Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
 - Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maîtrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
 - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
 - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
 - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P⁽¹⁾⁽³⁾, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P⁽²⁾⁽³⁾,
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
 - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P⁽³⁾,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant des garanties
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.	En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	Hors Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.
	En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables	Marché d'entreprise 1 000 000 € épuisable par année d'assurance
	Marché de maîtrise d'œuvre 350 000 € épuisable par année d'assurance
Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
 Entreprise régie par le code des assurances au capital
 de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
 8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 08/12/2020

Le Président du Directoire
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E
N° contrat : 1351.001 / 2 85834
N° SIREN : 572 025 526

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES
EAUX**

21, rue La Boétie

75008 PARIS

Pour tout renseignement contacter :
Site de gestion
SMA SA Grands Comptes Entreprises
8 rue Louis Armand - CS 71201
75738 PARIS CEDEX 15
Tél : 01.40.59.70.00
Fax: 01.40.59.70.57

CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS

Attestation d'assurance 2021
Valable à compter du 01/01/2021 jusqu'au 31/12/2021

SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
- pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,
- lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :
 - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
 - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
 - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
 - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
 - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT

Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.

- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
- pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

Nature des garanties	Montant des garanties : sans pouvoir excéder 10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble des garanties et des assurés
Garantie de responsabilité civile décennale relative aux ouvrages listés à l'article L.243-1-1-I du Code des assurances.	Marché d'entreprise : 5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT
	Marché de maître d'œuvre : 2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT
	Sauf marchés relatifs à :
	- construction d'éoliennes : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- réseaux de chaleur : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- cuves et réservoirs : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- installations photovoltaïques : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an - réseaux enterrés : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
Garantie dommages en répercussion	Tous marchés confondus : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris,
Le 08/12/2020

Le Président du Directoire
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com



Ressourcer le monde

Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com